ISSN 0024-7650

Talbot-Poissy : en lutte contre les licenciements

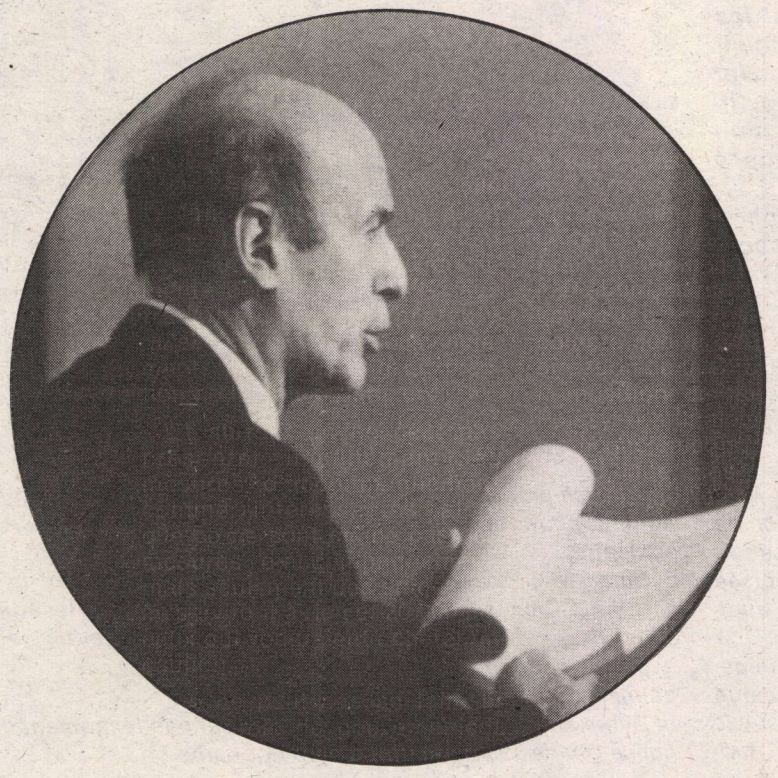
P. 16

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 813 - 31 décembre 1983 - prix : 6 F

Espagne France : austérités de gauche

P. 8-9



Ils ne reniflaient pas le pétrole... mais notre oseille

Navale : l'emploi sombre, les profits surnagent

P.7

M 6189 - 813 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 4 :
— **Pologne : hausses des prix en sursis.**
— **L'Afrique du Sud contre l'Angola.**
— **RFA : nouvelles attaques contre le niveau de vie des travailleurs.**

Page 8 :
— **Espagne : après un an de gouvernement socialiste.**

En France

Page 5 :
— **Renifleurs : ça ne sent pas la rose.**
— **Réapparition de Giscard, résurrection du rapport.**
— **Pour les riches, ça va, merci.**

Page 6 :
— **Deux immeubles détruits à Paris (17e).**
— **L'eau, au prix du jambon.**
— **Renault Saint-Ouen : au fou !**

Page 7 :
— **Navale (Dubigeon, Nantes) : l'emploi sombre, les profits surnagent.**

Page 9 :
— **1983 : un an de politique anti-ouvrière.**

Pages 10 et 11 :
— **Les élections professionnelles à la SNCF.**
— **Dans les entreprises : Chausson Gennevilliers ; Remetal (Saint-Arnoult - 78) ; autobus bordelais ; municipaux de Tours.**

Culture

Pages 12 et 13 :
— ***1984* de George Orwell.**
— **Livres : *Solik* de K.S. Karol ; *Le Sahel demain, catastrophe ou renaissance ?* de J. Giri.**

Pages 14 et 15 :
— **Films : *Le bal* d'Ettore Scola ; *Tchao Pantin ; La trace ; Un bon petit diable.***
— **Livre : *Marco Polo* de J. Heers.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF

Tuez-les tous... mais dieu n'y reconnaît plus rien

Jean-Paul II, le pape polonais, vient encore de démontrer qu'il n'est pas un pape comme les autres.

Lui qui ne peut pas se déplacer en Amérique du Sud ou même en Pologne, son pays, autrement qu'en cage de verre blindée, quoique transparente, vient d'affonter en tête-à-tête, et sans autres témoins que quelques millions de téléspectateurs par caméras interposées, l'homme qui avait voulu l'assassiner.

C'est à cause d'hommes comme Ali Agça que le pape est forcé de mettre du verre blindé entre lui et ses fidèles. Et c'est pourtant à ce même Ali Agça qu'il est venu parler au creux de l'oreille et c'est lui qu'il a serré dans ses bras.

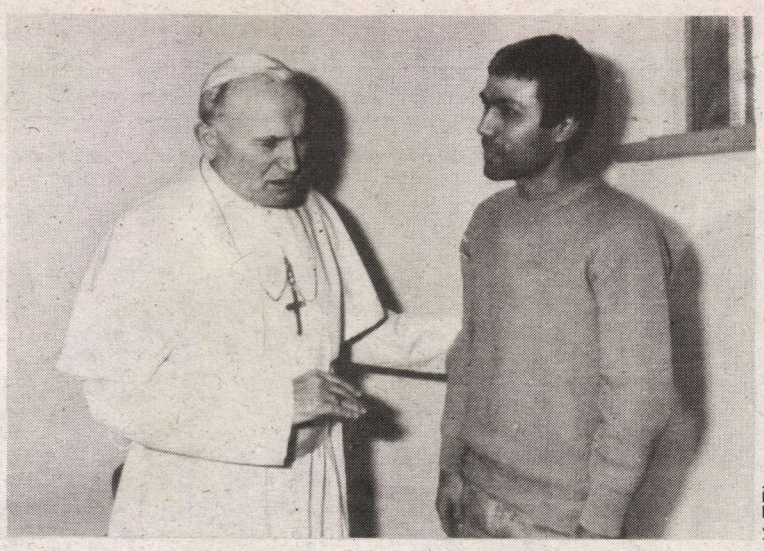
Il est vrai qu'Ali Agça n'était pas en situation de lui faire grand mal. Mais on ne sait jamais, avec ces terroristes. Ali Agça aurait pu se jeter sur lui et essayer de l'étrangler, avant que les caméramen aient pu choisir entre deux devoirs : sauver le pape ou faire le scoop, filmer sa mort, en direct et en couleur, comme si vous y étiez !

Mais, du côté de la chrétienté française, ce sacré pape a sans doute failli faire tourner l'encre de bien des plumitifs de la presse Hersant. Comment, quand on écrit dans Le Figaro *par exemple, peut-on ne pas renoncer à participer au coup de pub de leur sainteté Jean-Paul II et dans le même temps écrire jour après jour qu'il faut exterminer tous les terroristes passés, présents et à venir, qu'il ne faut rien pardonner, rétablir la peine de mort et expulser préventivement tout ce qui peut être turc, arabe, palestinien, iranien, et la liste n'est guère limitée dans les colonnes de la presse Hersant ?*

Vraiment Jean-Paul II ne leur facilite pas le boulot, lui qui proclame solennellement qu'il faut pardonner non seulement aux terroristes, mais même à ceux qui ont voulu attenter à la vie éternelle du pape.

Comment s'en prendre à Badinter, quand Jean-Paul II fait mieux ? Parce que Jean-Paul II est bien capable de recevoir Ali Agça à sa prochaine permission au Vatican, au train où il va...

On ne peut pas écrire d'une main « Tuez-les tous » et bénir de l'autre qui a voulu la vie du pape ôter.



(AFP)

Triste réveillon pour Margaret Thatcher

Mauvaise surprise pour Margaret Thatcher, à l'occasion de l'élection de l'homme et de la femme de l'année, organisée par la BBC auprès de ses auditeurs.

Dans la catégorie féminine, le Premier ministre britannique arrive en tête. Ouf ! Mais suivie immédiatement par Joan Ruddock, vice-présidente du Mouvement pour le désarmement nucléaire, le CND, et figure notoire de la gauche travailliste, qui devance largement Lady Di...

Mais, comble d'horreur, le palmarès masculin ne compte ni Denis Thatcher (le mari), ni le prince Charles, mais Bruce Kent, curé catholique de son état et président du même CND, qui obtient la première place, devançant largement le ministre de la Défense Heseltine qui, lui, doit se contenter de la huitième position...

C'est pas le moment de faire la bombe !

Un ordinateur mécréant

Depuis six ans, M. Johansson, un octogénaire suédois à la retraite, s'échine à essayer de convaincre une administration sceptique qu'il est... bien vivant. Suite à une erreur de transcription du numéro d'identification d'une personne décédée, M. Johansson est en effet considéré comme mort par un ordinateur administratif.

Résultat : depuis six ans, le retraité ne touche plus un sou de retraite et il a même dû, à plusieurs reprises, s'opposer à des policiers qui prétendaient lui reprendre ses biens puisque, mort sans héritier, ses biens revenaient de droit à l'Etat.

Quant à la caisse de retraite, elle veut bien payer, mais à la condition que l'octogénaire lui apporte la « preuve informatique » de son existence... Mais allez donc faire admettre une histoire de résurrection à un ordinateur !

Tragique méprise sur un canon : ce n'était pas du beaujolais...

Le 22 décembre, des voleurs arborant des masques à l'effigie de Mitterrand se sont emparés de trois caisses contenant un canon de 30 mm en pièces détachées. Entreposées dans la zone de fret de Roissy, ces caisses étaient en instance de départ pour l'Espagne, à l'adresse d'une mystérieuse société dont le nom n'a pas été révélé.

Par la suite, on a retrouvé l'une des caisses abandonnée dans les parages avec son contenu. Evidemment, si ces joyeux fêtards étaient en quête de bonnes bouteilles...

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Editorial

Ils ne reniflaient pas le pétrole, mais notre oseille

LES avions renifleurs ne savaient peut-être pas renifler le pétrole. Mais si une chose est certaine, c'est que leurs promoteurs savaient aspirer l'argent des gogos.

Parce que, tout de même, 50 milliards d'anciens francs dépensés pour voir que ces fameux détecteurs ne voyaient rien, c'est beaucoup.

Bien sûr, Giscard, Barre et autres n'en ont peut-être pas prôfité directement. Ils étaient au-dessus de cela. Mais quand même, cet argent s'est bien retrouvé quelque part.

Et cela paraît être bien facile d'être gogo avec l'argent des sociétés nationales, quand on est homme d'Etat.

Après, on viendra dire aux smicards qui réclament 5 % d'augmentation que c'est eux qui mettent l'économie en danger et qu'ils nuisent à la santé des entreprises. Avec l'argent parti ainsi en fumée, il y aurait de quoi augmenter de 5 % le salaire de 200 000 smicards pendant un an. Et cela, dans une seule opération à fonds perdus d'une seule grande entreprise. Il faut en dégager de la marge, du profit, pour se permettre un tel gaspillage sans que cela soit catastrophique pour l'entreprise, sans même que cela se voie, et pour qu'on puisse le camoufler dans les comptes par un simple jeu d'écritures.

Et si les grandes entreprises, nationalisées ou pas, peuvent permettre à un seul homme, d'un trait de plume, de gâcher ainsi l'argent dans des recherches bidon, il faut donc qu'elles en gagnent de l'argent, ces entreprises !

Contrairement à ce que l'on dit aux licenciés de Talbot, ce n'est sûrement pas eux qui coûtent le plus cher à leur entreprise et à la société. Combien la famille Peugeot a-t-elle gâché d'argent, à son profit ou au profit de tiers ? Combien d'opérations bidon a-t-elle faites ? De combien s'est-elle fait avoir par des sangsues, des escrocs ?

Et c'est tout cela que l'on fait supporter aux travailleurs : tous ces abus, toutes ces crédulités. Les entreprises, nationalisées ou pas, sont dirigées par un seul homme qui décide de l'affectation de l'argent et de son utilisation.

Et cette affaire nous prouve qu'il est plus facile à un magnat de l'industrie, privée ou étatique, de faire des économies sur la paie des travailleurs que de diminuer sa niaiserie ou sa crédulité.

Dans cette affaire, tous ceux qui se défendent le font en disant que c'est une affaire politique et qu'eux n'ont fait que prendre le train en marche.

Albin Chalandon, l'ancien P-DG d'Elf-Erap, dit que, s'il a continué, c'est parce que le gouvernement lui en a donné l'ordre. Et Barre dit que, s'il a donné à Chalandon l'ordre de continuer, c'est parce que l'Elysée, c'est-à-dire Giscard d'Estaing, le souhaitait.

Eh oui, le président était donc un gogo qui croyait aux sourciers, aux cartomanciennes, aux jeteurs de charmes pour gens riches ; enfin, riches de l'argent de la collectivité !

Déjà au temps de Pompidou, on avait connu le mage Uri Geller, protégé de l'Elysée, qui tordait, disait-on, la ferraille à distance !

Et au temps de Giscard d'Estaing, déjà enclin à confondre les petits cadeaux faits à l'Elysée avec ceux faits à sa personne, et les archives présidentielles avec les siennes, on aura connu les avions renifleurs de gros sous.

François Mitterrand, en deux ans et demi de pouvoir, est sans doute encore à l'abri de ce genre de niaiseries car il n'a pas encore eu beaucoup de temps pour cela. Cependant il faut dire qu'à son échelle il a quand même déjà eu un petit peu son compte.

Lui aussi a pu croire, à tort ou à raison, à un certain nombre de bons placements qui se sont révélés à fonds perdus : les super-gendarmes, l'appareil judiciaire, l'université. Quant à l'argent dépensé en pure perte, il y a eu celui des nationalisations, où non seulement il a payé au prix fort des entreprises en faillite, mais où il a dû rajouter une rallonge sur l'injonction du Conseil constitutionnel.

Et dire que ce sont ces hommes-là qui ont le pouvoir d'appuyer sur le bouton rouge de la force de frappe !

Remarquons, à titre de consolation, que l'on peut espérer qu'ils se sont peut-être fait avoir là aussi, et qu'on leur a vendu des ogives vides !

A vos souhaits !

Argentine : l'armée, elle, n'est pas "disparue"

Des 30 000 personnes, peut-être plus, qui sont disparues en Argentine pendant les sept ans où les militaires ont été au pouvoir, bien peu survivent sans doute.

Le gouvernement du nouveau chef de l'Etat, le radical Alfonsin, a annoncé que tous ces hommes, toutes ces femmes — tous des opposants et, dans leur immense majorité, des militants ouvriers — sont certainement morts.

D'après les nouvelles autorités, il n'existerait pratiquement pas, ou pas du tout, de prisons clandestines : les militaires les auraient vidées en assassinant les « disparus » dans la dernière année de leur règne. Et la presse rapporte par ailleurs que, maintenant que les militaires sont partis du pouvoir, les bouches s'ouvrent et l'on découvre des charniers dans plusieurs points du pays.

Alors, c'est certain, les mesures prises par le nouveau régime contre les militaires qui ont participé aux juntes qui se sont succédé sont le moins qu'il puisse faire face à la colère de la population.

Les militaires, dans leurs derniers mois de pouvoir, s'étaient voté une loi d'amnistie pour leurs crimes. Et cela avait indigné la population. Et, pour garder son crédit auprès de ceux qui voient en lui l'homme du retour à la démocratie, Alfonsin se devait d'abolir la loi d'auto-amnistie des généraux.

Il y a eu des changements au sommet de l'armée. Il y a eu des mises à la retraite. Il y a eu et il y aura encore des arrestations et des inculpations. Des commissions spéciales vont enquêter. La justice va convoquer des généraux et des militaires de haut rang et elle a déjà commencé à le faire.

Et même si ce sont des militaires qui jugent les anciens dirigeants de la junte, il n'est pas impossible que certains parmi eux soient condamnés lourdement et servent en quelque sorte de boucs émissaires, surtout si la population fait pression et réclame que justice soit faite.

Mais tout cela ne sera de toute façon qu'un peu de remue-ménage dans l'armée, dont celle-ci sortira un peu blanchie sans doute, mais toujours prête à servir la bourgeoisie, bien sûr. Prête à la servir et à garantir l'ordre contre les travailleurs, si ceux-ci le contestaient. Prête à reprendre les rênes du pays — comme elle l'a déjà fait si souvent — si la bourgeoisie avait de nouveau besoin d'elle.

Et même si aujourd'hui Alfonsin s'en prend à quelques militaires trop compromis dans le régime précédent, homme de droite, conservateur et partisan de l'ordre, il est bien sûr respectueux de cette institution.

Des Iraniens expulsés de France

Un geste envers l'Irak ?

Cinq employés du Centre Islamique Iranien de Paris doivent être expulsés de France le 29 décembre. Arrêtés le 23 décembre, ils ont été assignés à résidence sous la garde d'une centaine de CRS — sans doute dans la crainte d'éventuelles manifestations de protestation — dans les locaux de l'école de la police de Reims, en attendant leur expulsion.

Le Centre Islamique lui-même a été fermé le 23 décembre parce que les autorités le soupçonnaient de se livrer à des activités plus politiques que culturelles. Et, depuis cette date, on en est à un total de onze ressortissants iraniens expulsés ou en instance de l'être.

La presse reste très discrète sur ce qui est exactement reproché aux Iraniens expulsés. Tout ce que l'on sait, parce que plusieurs journaux l'ont souligné, c'est qu'il n'est pas du tout question de terrorisme.

Apparemment, le gouvernement voudrait bien que tout cela se passe en silence. Et effectivement, il n'a pas lieu d'être fier de pareilles mesures !

Prétendre, comme il le fait, que s'occuper de politique est incompatible avec *« la réserve qui s'impose à un citoyen étranger résidant en territoire français »* est quand même un comble, de la part d'un gouvernement dont on a appris il y a quelques mois qu'il livrait des Super-Etendard à l'Irak, en pleine guerre Iran-Irak ! Voilà peut-être la raison d'un geste qui ne peut que plaire au bon client qu'est l'Irak.

L'Afrique du Sud contre l'Angola

Les forces armées de l'Afrique du Sud ont déclenché, depuis la mi-décembre, une nouvelle offensive contre l'Angola. Plusieurs centres ont été bombardés depuis le 22 décembre en particulier, et notamment la ville de Caiundo qui a subi, dimanche 25, un bombardement de huit heures. Une colonne sud-africaine a investi la ville de Cassinga, à plus de 200 km à l'intérieur de l'Angola. Et le général qui commande les forces sud-africaines a déclaré, le 26 décembre : *« Nous déployons les effectifs nécessaires, car nous avons l'intention de combattre la SWAPO aussi loin au nord que possible »*.

En effet, le motif officiel de cette nouvelle intervention militaire en Angola est toujours de refouler la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain), c'est-à-dire l'organisation nationaliste qui lutte pour l'indépendance de la Namibie, avec le soutien de l'Angola.

La Namibie — située entre l'Afrique du Sud et l'Angola — est la dernière grande colonie de fait en Afrique. Bien que l'ONU ait mis fin depuis 1966 au mandat de l'Afrique du Sud sur ce territoire (l'ex-Sud-Ouest africain du temps de la colonisation allemande), le régime de Pretoria refuse en fait d'en reconnaître l'indépendance et le conserve sous son contrôle en y maintenant son système d'Apartheid. Régulièrement l'ONU le condamne et, tout aussi régulièrement, le régime sud-africain passe outre à ces condamnations.

En principe, des négociations ont lieu depuis quelques années par l'intermédiaire d'un « groupe de contact » composé des Etats-Unis, du Canada, de la République fédérale d'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de la France (celle-ci a cependant « suspendu » sa participation). Mais ces négociations ne débouchent absolument sur rien, et ne peuvent le faire puisque l'Afrique du Sud, campant sur une position de force avec l'appui total des Etats-Unis, pose en préalable le départ... des forces cubaines d'Angola.

L'Angola sert aussi de sanctuaire aux guérilleros de la SWAPO, et c'est d'abord pour cela qu'il sert de cible à l'Afrique du Sud. Mais comme l'Angola, libéré depuis 1975 de la tutelle coloniale portugaise, bénéficie du soutien de Cuba et de l'URSS, le conflit de la Namibie s'inscrit ainsi dans le conflit Est-Ouest. C'est à ce titre que l'Afrique du Sud bénéficie d'un consensus bienveillant de la part des Américains : elle se sent autorisée à attaquer l'Angola au nom des intérêts communs des Occidentaux, tout en faisant ce qu'il faut pour conserver sa mainmise sur les ressources minières de la Namibie. Les raids sud-africains n'ont jamais cessé sur l'Angola, et les provinces du sud sont occupées depuis la dernière grande offensive sud-africaine, en 1981.

Parallèlement, l'Afrique du Sud soutient une organisation de guérilla en Angola — l'UNITA — qui mène des activités anti-gouvernementales de sabotage et de terrorisme. L'UNITA a d'ailleurs annoncé le 27 décembre que, *« dans le cadre de l'offensive généralisée déclenchée contre les forces d'occupation soviéto-cubaines »*, ses troupes avaient pris d'assaut une ville proche de la frontière du Zaïre.

Ainsi, ce qui peut n'apparaître que comme un conflit local, aux enjeux limités, est en même temps un foyer de tension contenant un risque de confrontation entre les grandes puissances — un foyer qui a tout l'air de se rallumer sérieusement, actuellement, avec les initiatives brutales du gouvernement sud-africain.

Christiane LE GUERN

POLOGNE

Des hausses des prix en sursis

Il y a quelque temps, le gouvernement polonais avait annoncé des hausses de prix importantes à partir du mois de janvier 1984. Puis maintenant il fait savoir qu'elles n'auront pas lieu car, après divers sondages (des « consultations »), le ministre des Prix polonais s'est aperçu qu'entre les trois variantes de hausses proposées « *il est impossible d'adopter une décision définitive, car aucune des variantes n'a obtenu un net soutien* ».

Il fallait sûrement faire une « consultation » de la population pour savoir que, dans un pays où les dépenses alimentaires absorbent 60 % des revenus et où le coût de la vie s'est accru de 30 % au cours du premier semestre 1983 (suivant Solidarité), les hausses seraient mal vues !

Lorsque Jaruzelski, il y a deux ans maintenant, avait décrété l'état de guerre, c'était pour dissoudre Solidarité et avant tout pour mettre la classe ouvrière au pas et plus généralement faire subir à la population des conditions économiques encore plus dures. Alors, augmenter les prix est dans l'ordre des choses, et c'est sûrement dans l'intention profonde des dirigeants polonais.

Mais, même deux ans plus tard, les Jaruzelski et Cie savent qu'il n'est pas si simple de faire accepter n'importe quoi à la classe ouvrière.

Et ces tergiversations du gouvernement polonais vis-à-vis des hausses — même si celles-ci ne sont que remises — prouvent au moins une chose, c'est que ce dernier craint encore les réactions de la population polonaise.

S.L.

(photo AFP)

RFA

De nouvelles attaques contre le niveau de vie des travailleurs

En Allemagne fédérale, le ministre du Travail vient d'annoncer un projet de loi visant à rendre le travail plus « flexible », autrement dit à rendre service aux patrons qui veulent embaucher pour quelque temps, faire faire des heures supplémentaires ou licencier comme bon leur semble. Ainsi, les conventions collectives et les accords d'entreprise ne devraient plus s'opposer à des journées de 10 heures, voire de 12. L'intérim, actuellement interdit dans le bâtiment, pourrait à nouveau être autorisé. Les contrats à durée déterminée, actuellement limités à six mois, pourraient être conclus pour des périodes plus longues.

Ces nouvelles facilités seraient offertes aux patrons, alors que le nombre de chômeurs reste élevé : 2,1 millions en novembre. Et les études économiques, qui annoncent une légère augmentation de la production dans l'électronique et la chimie cette année, dans l'automobile et le bâtiment l'année prochaine, n'envisagent pas une réduction du chômage.

Il fallait au printemps dernier, en moyenne, huit mois à un travailleur sans qualification pour trouver un nouveau travail et 6,5 mois à un travailleur qualifié. De plus en plus de travailleurs ne touchent que l'aide publique. Quant aux allocations chômage, pour ceux qui n'ont pas d'enfants, elles ont été réduites de 68 % à 63 % du dernier salaire (primes exclues). Cette dernière mesure fait partie des économies que le gouvernement a décidé de réaliser sur le budget de l'Etat, alors qu'il a consenti de nouveaux allègements fiscaux aux entreprises.

Sur les 18,6 milliards de marks d'économies pour 1984, pas moins de 15 milliards touchent le budget des affaires sociales. Les retraites n'augmenteront que de 1 % en juillet prochain, alors que l'augmentation des prix est estimée à 2,4 % sur un an. Les cotisations sociales augmentent, les indemnités journalières de maladie qui sont versées au-delà de six semaines de maladie vont diminuer.

Quant aux fonctionnaires, si le projet de les faire cotiser à l'assurance chômage n'a pas encore vu le jour, c'est directement leurs salaires qui sont attaqués : après avoir augmenté de 2 % seulement en 1983, ils doivent rester bloqués jusqu'en juillet 1985.

Au total, le gouvernement Kohl est en train de prendre un certain nombre de mesures qui pèsent sur le niveau de vie des travailleurs d'outre-Rhin, en utilisant des ficelles qui ne nous sont pas inconnues.

Jean SANDAY

Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse

Le très sérieux et très conservateur hebdomadaire britannique The Economist *se paie, dans son dernier numéro, sa tranche d'humour annuelle à l'occasion du nouvel an, en l'occurrence en établissant un palmarès des pays « de rêve »...*

Grand vainqueur de ce redoutable concours, la France... Il est vrai que les critères adoptés sont quelquefois sujets à caution. Ainsi, à côté de paramètres économiques très sérieux, on trouve la proportion de mariages qui finissent par des divorces (22 % en France, contre 50 % aux USA), le nombre de prix Nobel par habitant (presque 50 fois moins en France qu'en Suède : on n'a pas d'pétrole mais pas beaucoup d'idées non plus...), l'importance des prélèvements fiscaux sur le revenu (très bon classement avec 15 %, mais sans compter... les impôts indirects), etc. Mais là où la France est incontestablement imbattable, c'est dans la consommation d'alcool par habitant — et dans la bouche d'un pilier de pub, ce n'est pas un mince compliment !

Le coq gaulois peut se rengorger... entre deux hoquets... Hic !

RENIFLEURS

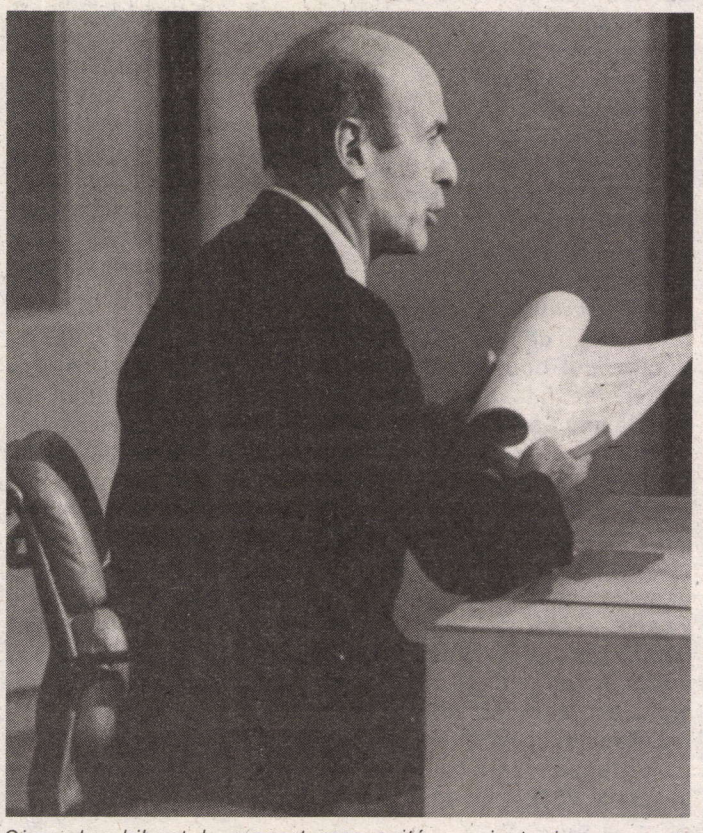
La réapparition de Giscard sur Antenne 2 et la résurrection du rapport

A défaut d'avoir eu du nez dans l'affaire de la destruction des archives du dossier des « renifleurs », Giscard a eu devant les caméras d'Antenne 2 l'indignation haute. Mais non, mais non, tous les exemplaires n'avaient pas été détruits et l'ex-président en brandissait un devant les yeux des millions de téléspectateurs. Pour ce qui était du contenu, c'était autre chose, il s'agissait toujours d'un rapport confidentiel. Et ce qui l'est toujours avant comme après son intervention, c'est où sont passés les 400 millions qui manquent sur les avances de fonds faites pour doter Elf-Erap de cette géniale découverte.

Alors comme ça, le rapport n'avait pas disparu. « *J'ai fait rechercher dans les archives de l'Elysée. Voilà ce rapport* », proclama triomphalement, en affectant la colère, VGE. Mais comme l'un des journalistes de A2 lui demandait si c'était « *l'Elysée de maintenant* », force lui fut d'expliquer que, grâce à des règles édictées par lui-même, les dépôts d'archives étaient « *exonérées* » des dossiers concernant la Défense nationale, de la correspondance avec les chefs d'Etat et, avec les anciens Premiers ministres, lorsqu'elle est manuscrite et que le document était dans ses affaires personnelles.

Alors, combien de dossiers, dont on a détruit les doubles, ont été emmenés dans les affaires personnelles de Giscard et de Barre ?

Même si les gens du gouvernement RPR et UDF d'alors, et leurs amis du patronat n'ont pas trempé dans tout ça, les révélations de l'ex-président ne sont pas très glorieuses pour tout ce petit monde. Que Giscard ait ce type « d'archives personnelles » chez lui, alors qu'il y avait déjà les cadeaux personnels des chefs d'Etat, ça au moins, ça s'appelle de la défense. A ne pas confondre avec la Défense nationale au nom de laquelle il n'a heureusement pas embarqué le bouton rouge pour déclencher les armes nucléaires, faute duquel Mitterrand n'aurait même pas pu dire « je... je » en parlant de la protection de la France.



Giscard exhibant le rapport ressuscité... mais toujours secret. (AFP)

La police espagnole comme chez elle au Pays basque français

Mercredi 28 décembre, un militant basque de l'ETA réfugié en France a été grièvement blessé à Saint-Jean-de-Luz. Le lendemain matin, son état était encore considéré comme très critique. Un coup de téléphone anonyme à une agence de presse espagnole de Bilbao a affirmé : « *Aucun élément actif, collaborant ou sympathisant de l'ETA ne va pouvoir échapper à notre vengeance* ». Et la voiture qui avait été reconnue comme étant celle de ses agresseurs a forcé un barrage de gendarmerie quelque temps après sur la route d'Hasparren.

La victime, Michel Goikoetxa, était considérée comme membre actif de l'organisation séparatiste basque. « *Son père a perdu un bras durant la guerre civile, sa mère a été plusieurs fois torturée dans les commissariats du Pays basque espagnol, son frère aîné a été tué en 1972 à Elizondo (Navarre) par la Guardia Civil* », dit *Le Monde* du 30/12/83.

Cet attentat survient 9 jours après l'assassinat à Bayonne d'un autre réfugié basque présumé membre de l'ETA et après la disparition de deux autres réfugiés et une tentative d'enlèvement par quatre policiers espagnols.

Depuis deux mois, on assiste à une recrudescence de l'activité de groupes liés à la police espagnole. La frontière n'est pas pour eux un réel obstacle à leurs activités. Le « socialiste » Mitterrand ne semble pas vouloir en faire un fromage au « socialiste » Felipe Gonzalez. La libre circulation de groupes d'assassins liés à la police espagnole lui crée moins de problèmes que la libre circulation des fruits et légumes de part et d'autre des Pyrénées.

Moi, je suis bien dans mes godasses

C'est l'air que doivent pouvoir siffloter — avec un petit accent distingué, malgré tout — les quelques milliers de propriétaires de chaussures, sur mesure il est vrai, à 9.000 francs la paire. Oui, vous avez bien lu, 4.500 francs la tatane. D'ailleurs, la presse en a rapporté bien d'autres cette semaine, à la suite d'une enquête effectuée par l'AFP sur le commerce de luxe en cette période de fête. C'est ainsi que les journaux ont signalé des vestes « bon marché », en cashemire, à 4.800 francs, des pardessus à 8.500 francs. Hermès vend, paraît-il, chaque jour, plus d'un millier de carrés de soie, des riens, des petites folies à 500 francs l'unité. Evidemment, pour un sac en croco, c'est un peu plus cher : environ 20.000 francs. Hermès n'en vend que 70 par jour.

Côté automobile, Ferrari propose des modèles de 338.000 à 572.000 francs, Mercédès à 200.000 francs. Pour une Porshe, il ne faut pas compter moins de 130.000 francs. On signale des booms sur les prix de détail alimentaires : la truffe a pris 100 % de mieux cette année, à 3.000 francs le kilo alors que le caviar se vend à 4.000 francs le kilo.

On pourrait croire qu'à de tels prix ces produits ne trouvent pas preneurs. Il n'en est rien, au contraire ! Il faut trois mois de délai pour prendre livraison de sa Ferrari, les ventes de Mercédès de luxe ont augmenté de 17 % et celles de Porshe de 30 %. Le foie gras et les truffes s'arrachent chez les épiciers de luxe tandis que des vendeurs de vêtements de luxe sont en rupture de stock.

D'où vient l'argent ? De notre poche, tout simplement. En effet, pour cette seule année 1983, les cours de la Bourse ont augmenté de 50 % et *L'Humanité* a calculé que, depuis 1978, le pouvoir d'achat des dividendes des actions et des obligations avait augmenté de 25 %.

Rappelons que le pouvoir d'achat des salariés a, lui, officiellement baissé de 1,7 %, en réalité beaucoup plus.

On ne prête qu'aux riches

Disposer d'une autorisation de crédit permanente est, évidemment, intéressant pour une entreprise. Cela permet de disposer des sommes nécessaires lorsque se présente une opportunité économique... ou spéculative.

Mais les crédits accordés par la Banque de France (une majorité) ne sont renouvelés que si l'entreprise titulaire les utilise. Le problème pour celles des entreprises qui, faute d'investir, n'utilisent pas ces crédits, est d'en conserver quand même la possibilité lors du renouvellement des autorisations (annuellement ou tous les 3, 5 ou 7 ans).

Les banques, les nationalisées comme les autres, les aident à contourner la réglementation de la Banque de France. Il suffit pour cela que les entreprises en question aient utilisé, même fictivement, leur droit au crédit au moment où est établi leur bilan de situation mensuel ou trimestriel. Les banques leur accordent donc un crédit de dix jours à ce moment-là — et à un taux des plus intéressants : 0,5 % !

Ce trafic, car c'est bien de cela qu'il s'agit, même s'il s'agit d'un trafic normal en matière de banque, porte même un nom tout à fait officiel : « l'habillage de bilan ».

Inculpation aux Minguettes... et enquête en cours

Mireille Clément, la patronne du « fast food » de la cité des Minguettes, vient d'être inculpée de proxénétisme et écrouée. Deux jours auparavant, Mireille Clément avait déjà été l'objet d'une inculpation pour chèques sans provision, qui lui avait valu d'être placée sous contrôle judiciaire.

Cette nouvelle inculpation aurait été prononcée sur la foi d'appels téléphoniques anonymes qu'ont reçus les services de la police lyonnaise, de la part de correspondants qui auraient reconnu Mireille Clément lors d'une apparition aux actualités télévisées.

Pour le moment, on peut supposer que l'enquête suit son cours.

L'enquête sur les agissements des CRS lyonnais est toujours en cours.

Rappelons que, le 21 novembre dernier, une patrouille de CRS avait fait irruption à l' « Ami Burger », un restaurant des Minguettes, pour y contrôler l'identité de jeunes immigrés. L'opération avait semble-t-il dégénéré puisqu'un coup de feu avait brisé une vitrine et qu'une rafale de pistolet-mitrailleur avait été tirée « accidentellement ».

La patronne de l' « Ami Burger » avait alors porté plainte contre les CRS. Dès le lendemain, on avait pu la voir protester publiquement à la télévision régionale et on l'avait revue plus récemment à Paris, lors de l'arrivée de la marche contre le racisme organisée par des jeunes des Minguettes.

C'est bien sûr le seul fait du hasard si la patronne de l' « Ami Burger », qui a porté plainte contre les CRS, et Mireille Clément, qui est aujourd'hui écrouée sous l'inculpation de proxénétisme, ne sont qu'une seule et même personne. Elle aurait sans doute dû savoir qu'il faut être absolument blanc, avant de se permettre de porter plainte contre la police...

Deux immeubles détruits à Paris (17e)

Un blessé attendant d'être dégagé après l'explosion. (AFP)

Mardi 27 décembre, dans un quartier populaire proche de la Place Clichy, des explosions, un souffle violent, des gravats tombent du ciel, une poussière de plâtre aveugle tout le quartier. Pour les habitants réveillés en sursaut à 5 heures du matin, c'est la stupéfaction ; pour les occupants des immeubles sinistrés, que les décombres empêchent de s'enfuir, c'est la panique.

L'explosion a volatilisé le toit et le dernier étage d'un immeuble de la rue des Dames. Quant à l'immeuble perpendiculaire qui s'appuyait sur ce dernier, du côté de la rue Biot, il s'est carrément effondré sur lui-même. Des tonnes de poutres, de béton, de plâtre, barricadent la rue, jonchent la cour, ou ont été projetés sur l'immeuble d'en face. A cette heure-ci, la rue devait être vide. Deux heures plus tard, les travailleurs du quartier qui longent la rue Biot pour prendre le métro Place Clichy auraient été écrasés sous deux ou trois mètres de décombres.

Les pompiers maîtrisent assez vite un début d'incendie mais ils retirent quatre victimes : une vieille dame écrasée dans son sommeil et trois blessés graves. Les immeubles en question sont évacués et des dizaines de gens se retrouvent à la rue : ceux qui habitent aux étages supérieurs parce que leurs logements ont été soufflés ou dévastés, ceux qui habitent aux étages inférieurs parce qu'on craint que les maisons finissent de s'effondrer.

Ce que pensent les habitants du quartier

Dans la tête de tous les habitants du quartier une première et même réaction : *« Ça devait arriver tôt ou tard avec ces immeubles pourris, et la prochaine fois, ce sera peut-être chez moi ».*

Ces remarques amères montrent que chacun est convaincu d'assister non pas à une catastrophe due à la malchance ou à l'imprudence, mais à la conséquence prévisible de l'incurie et de la rentabilité avant tout.

Une locataire dit, en parlant des propriétaires et gérants : *« Ils sont toujours pressés de toucher les loyers, mais refusent de débourser pour faire le minimum de travaux ».* Une autre raconte qu'elle paye le triple du loyer légal et a menacé plusieurs fois de faire appliquer la loi de 1948 si on n'effectuait pas les travaux indispensables à la sécurité... le tout sans résultat jusque-là.

Une voisine rapporte la visite chez elle des services de contrôle de GDF, qui lui ont confirmé la vétusté de son installation : des tuyaux de gaz se perdent dans les murs, ils datent de l'éclairage au gaz et ne servent plus à rien, qu'à être des sources de fuites et de danger ; l'installation électrique étant à l'avenant. Elle ne compte pas sur son propriétaire pour rénover quoi que ce soit, et elle-même n'en a pas les moyens.

En effet, dans les logements du quartier, les habitants essayent de se donner le confort qui est à la portée de leur bourse : cela donne un peu partout du bricolage, de l'astuce, du provisoire qui dure : des douches nichées dans un placard, des chauffages de fortune, etc.

Ici comme partout, la crise du logement

Les moins fortunés des petites gens qui habitent ces immeubles (retraités, femmes seules avec enfant, jeunes, immigrés) logent dans les chambres mansardées, comme celles qui viennent d'être soufflées par l'explosion. Et le problème n'est pas seulement l'entretien (qui coûte déjà cher) mais encore l'infrastructure insuffisante des immeubles. Par exemple l'autorisation d'effectuer un nouveau raccordement pour installer un WC individuel (autre que le WC commun par palier) ou une salle d'eau, est souvent refusée parce que les canalisations sont déjà saturées. Autre exemple, des ouvriers appelés pour un simple ravalement de façade ont dû arrêter les travaux le premier jour et poser le problème de travaux bien plus importants : en grattant une fissure, ils avaient découvert le mur en fait complètement délabré.

Alors, ce qui est en cause c'est une politique générale dans le domaine de la construction et de l'habitation. C'est pour cela qu'il y a eu un mort, des blessés et des sans-abris, cette nuit-là, en plein Paris.

Correspondant LO

BELFORT

Comment vendre l'eau au prix du jambon

Il y a mille manières pour les industriels de l'alimentaire de faire des affaires et tout particulièrement en cette période de fêtes de fin d'année et de grande consommation. L'une d'elles consiste à gonfler les prix en gonflant les jambons. Eh oui, « gonfleur de jambons » ça existe et c'est même une profession réglementée, on ne peut donc plus courante. Nous avons questionné l'un d'eux, dans la région de Belfort, qui nous a livré les secrets de l'opération.

« Les jambons qui nous sont vendus sont gonflés grâce à une saumure (poudre chimique additionnée de sucre et de colorants divers). Ce produit de conservation accentue également le goût et la belle couleur rose du jambon. Le gonflage s'effectue en fonction de la qualité affichée. Pour un super choix, vous avez droit à 11 % de gonflage du poids initial. Un premier choix est gonflé à 20 %. L'ordinaire, c'est-à-dire le jambon blanc ou jambon de régime, a droit, lui, à ses 28 % de gonflage. Un jambon de régime d'un poids initial de 10 kg se retrouvera donc en magasin à un poids avoisinant les 13 kg ». Quand on sait que certaines entreprises gonflent les jambons à un rythme de 4 000 par jour, on comprend tout l'intérêt que les industriels de l'alimentaire peuvent y trouver.

Le consommateur appréciera toute la valeur prise par l'appellation « jambon de régime ».

Toutefois, si vous aviez décidé avant de lire ceci d'acheter un beau jambon pour les fêtes, ne vous dégonflez pas ; le régime à l'eau, paraît-il, n'a jamais fait de mal qu'au porte-monnaie.

Correspondant LO

Dans les entreprises

Renault Saint-Ouen

Au fou !

A la Régie Renault, à St-Ouen, on fabrique des outils pour les presses à emboutir les pièces de carrosserie.

La direction a décidé, pour soutenir la concurrence, de sortir une nouvelle voiture par an. Pour cela il faut renouveler souvent les outils et les délais de fabrication sont très réduits...

Pour faire face à ce nouveau programme, la direction voudrait faire travailler les ouvriers en deux équipes de 6 h 30 à 14 h 40 et de 14 h 40 à 22 h 46 au lieu de travailler comme actuellement en équipe « normale » de 7 h 15 à 16 h.

Les travailleurs ne veulent pas de ce nouvel horaire qui bouleverse leur vie en les faisant rester à l'usine une partie de la nuit. Voici plus de deux ans que la direction multiplie les pressions pour les faire céder. D'abord, elle a dressé elle-même une liste des gens désignés pour les nouveaux horaires. Un débrayage de 1/4 d'heure a suffi à la faire reculer. Elle a alors cherché des volontaires. Sans succès. Alors, elle a proposé un nouveau système VSD. Les ouvriers devaient travailler 29 heures les vendredi, samedi et dimanche au lieu de 39 h 40 en semaine pour la même paye. Quelques volontaires ont accepté mais c'est insuffisant.

Alors, la direction ne comprend plus. Que se passe-t-il dans la tête des travailleurs qui ne comprennent pas les besoins de la production, qui n'ont pas conscience des nécessités de la concurrence et qui, à 11 heures du soir préfèrent dormir dans des draps douillets plutôt qu'être à l'usine. Ce n'est pas normal de vouloir à tout prix rester en « normale ».

Au Comité d'entreprise du 22 décembre 1983, elle a annoncé son intention de faire passer tous les travailleurs... devant le psychologue.

C'est mercredi 4 janvier que l'opération doit avoir lieu. On va enfin savoir ce qui se passe dans la tête des travailleurs qui refusent de se laisser corrompre par les fantaisies de Dame Production.

Les travailleurs, eux, savent déjà qui sont les cinglés.

Courageux avec la sueur des autres

A la Fonderie, il est possible de travailler à mi-temps : 12 heures par jour. La mauvaise plaisanterie de Coluche est devenue réalité la semaine dernière au Noyautage.

Parce qu'il y avait un surcroît de travail, les responsables, pas gênés, ont sollicité des camarades sous contrat et quelques autres pour faire jusqu'à 4 heures de plus par jour.

Le procédé a de quoi choquer. D'abord parce que c'est faire bon marché de la peine des autres ; ensuite parce que c'est contraire aux règlements du travail.

Mais le patron a suffisamment de culot et de cynisme pour profiter de toutes les situations. Il n'hésite pas à faire courir des risques supplémentaires pour sa production.

Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **Leroy Somer (Fonderie).

NAVALE

Chantiers navals de Dubigeon
Nantes (Loire-Atlantique)

L'emploi sombre

Mercredi 21 décembre dans la soirée, les chantiers navals de Dubigeon, à Nantes, ont lancé leur dernier bateau sur cale, un car-ferry, le* Champs-Elysées. *Au lieu des sirènes et cornes habituelles, ce sont des fusées rouges de détresse qui ont salué le départ du bateau, devant la population nantaise massée sur les quais de la Loire. L'événement a pris cette fois-là un caractère particulier, dans la mesure où c'est sans doute un des derniers bateaux à partir des chantiers avant longtemps. Les syndicats CFDT et CGT de Dubigeon avaient d'ailleurs appelé la population à venir manifester avec les travailleurs des chantiers leur soutien quant à l'avenir de la Navale à Nantes.

La situation n'est pas tout à fait nouvelle, dans la mesure où depuis 1970 les effectifs diminuent régulièrement aux chantiers. De 4 000 en 1970, les effectifs sont tombés à 1 640 en 1983, et les perspectives pour le plan de charge de l'année 1984 sont pratiquement nulles. Seule une promesse de commande militaire pour le Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique est enregistrée et, dans le meilleur des cas, si cette commande était confirmée, les travaux d'études ne commenceraient qu'en janvier 1984 et le travail sur cales qu'en octobre ou en décembre 1984. Comme le dit un travailleur, « *ce qui nous attend maintenant, c'est neuf mois d'inactivité pour le chantier. Les travailleurs de la coque sont en chômage dès demain, sans trop savoir quand ils reprendront. Il ne reste plus que deux navires en finition, ce qui représente 250 000 heures de travail, alors qu'il en faudrait 1 700 000* ». La direction, Alsthom-Atlantique, prévoit pour les mois à venir du chômage technique important pour pratiquement tous les secteurs, compensé à 58 % du salaire, en alternance avec des stages de formation. Dans l'immédiat, 217 travailleurs âgés de 55 ans sont licenciés et partent en pré-retraite avec 65 % de leur salaire. La même mesure est d'ailleurs prise par l'Alsthom aux chantiers de Saint-Nazaire, où ce sont 350 travailleurs qui partent dans les mêmes conditions et où la situation est également préoccupante pour l'emploi.

Les syndicats, pour leur part, réclament les commandes promises par le gouvernement lors de la visite de Mauroy à Nantes, en janvier dernier. La CFDT demande la mise en chantier rapidement de quatre navires pour Dubigeon ; la CGT réclame un plan d'ensemble de la construction navale.

Mais aucune perspective d'action n'est envisagée dans l'immédiat pour que les travailleurs ripostent aux mesures que la direction prend ou prépare. Le dernier bateau a été lancé, alors qu'il avait été prévu plus ou moins de le bloquer et de l'occuper, comme celui qui a été bloqué 24 heures en novembre. Face à cette situation, un délégué CFDT décrivait ainsi l'ambiance aux chantiers : « *Je pense qu'il y a une certaine conscience des gens sur la gravité de la situation. Les gars sont persuadés qu'il faut se battre, mais ce n'est pas l'emballement, parce que c'est vrai que les problèmes qui sont au niveau de Dubigeon le sont au niveau national et international, et qu'il y a un certain écrasement ressenti par les travailleurs* ».

Et c'est vrai que, dans l'immédiat, l'ambiance n'est pas à la combativité.

Ce qui est sûr c'est que, face à cette situation très difficile des travailleurs de la Navale, où les patrons se croient tout permis, en imposant licenciements et réduction massive du pouvoir d'achat, les travailleurs devront réagir. Les chantiers navals, dans la région, ont valeur de symbole. Beaucoup de travailleurs pour l'instant ne voient guère de perspectives, d'autant que la plupart des usines importantes de Nantes sont déjà gravement touchées par la crise : SNIAS, Brissonneau, ACB, bâtiment, où chômage partiel et licenciements sont déjà annoncés.

En réalité, la plupart des travailleurs ressentent que c'est un combat d'ensemble qu'il faudrait mener, et non chantier par chantier ou secteur par secteur, comme le proposent pour l'instant les syndicats. Mais le climat pourrait changer dans les mois à venir.

Correspondant LO

Les profits surnagent

La commande de quatre navires grumiers à un chantier naval yougoslave par la société Delmas-Vieljeux reste encore, pour le moment, suspendue à l'accord par le gouvernement d'une licence d'importation. Le PCF, notamment par la bouche de son secrétaire général Georges Marchais lors de sa visite aux Chantiers de la Seyne le 16 décembre, a demandé que cette licence soit refusée. Mais rien ne dit que cette demande sera entendue par ses amis du gouvernement.

Pendant ce temps, la construction navale se porte mal. Le chômage menace tous les chantiers français. La crise a ralenti la construction de navires, alors même que les capacités de production n'ont jamais été aussi importantes. La concurrence entre les différents pays se fait plus forte, et ce ne sont pas seulement les prix yougoslaves, mais aussi ceux des chantiers du Sud-Est asiatique qui concurrencent les prix français. Conséquence : en France, des licenciements se profilent à l'horizon également dans cette branche industrielle. Une de plus, avec la sidérurgie, les charbonnages, l'automobile, etc.

La société Delmas-Vieljeux avait justifié son choix en disant que le coût de la construction en France était de 385 millions de francs, pour 135 millions en Yougoslavie. De son côté, la direction des chantiers Alsthom-Atlantique a révélé qu'elle avait soumis aux pouvoirs publics une solution qui n'a pas été retenue, prévoyant un coût de revient à Delmas-Vieljeux de 150 millions par navire, en en fabriquant deux à Saint-Nazaire et en achetant les deux autres à un chantier sud-coréen... Le tout moyennant une aide de l'Etat non précisée par Alsthom-Atlantique, qui prétend par contre avoir consenti de son côté *« un effort financier exceptionnel »* pour cette proposition.

Bien sûr, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un armateur achète ses bateaux au plus offrant. C'est dans la loi du système. Mais ce qui est moins cher pour lui peut être coûteux pour la société. ET c'est sur quoi, entre autres, la CGT et le PCF ont voulu attirer l'attention.

Selon les calculs de la CGT, la commande des quatre grumiers représenterait 8 000 emplois pour la Navale par an, et le PCF souligne ce qu'il y a d'aberrant dans la décision de la société Delmas-Vieljeux de commander ailleurs ses navires, en comparant l'économie réalisée par la société avec le coût social du chômage, et il demande la « transparence » sur l'utilisation des subventions de l'Etat à cette branche industrielle. La CGT, citant le chiffre pour 1984 de 1,6 milliard d'aide à la construction navale, calcule que, pour 22 000 salariés, cela fait une aide de 72.727 F par travailleur, alors qu'un demandeur d'emploi, selon elle, coûte par an 80.000 F à la nation. Selon *L'Humanité* du 19 décembre, *« les activités maritimes bénéficient de subventions qui se montent à environ 1,5 milliard dans l'année pour les constructeurs et 900 millions pour les armateurs ». Le Monde* du 15 décembre, à propos de la même affaire, explique qu'un peu partout dans le monde les chantiers navals sont subventionnés et qu'en France le coût en a été de *« plus de 2,2 milliards de francs cette année, pour un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs ».* Armateurs et constructeurs pompent les finances de l'Etat, auquel ils réclament de nouveaux efforts. Mais ils ne renoncent pas le moins du monde à leurs profits ! Pourtant, un bon moyen de devenir plus « concurrentiel » ne serait-il pas déjà, justement, de supprimer dans les prix de revient tout ce qui passe en profits dans les poches des capitalistes ?

Mais, pour les armateurs et pour les constructeurs, l'argent de l'Etat doit au contraire servir à garantir leurs profits. En réalité, à propos des quatre grumiers, on assiste à un vaste marchandage dans lequel les travailleurs de la Navale servent d'otages, ni plus ni moins. Alors, les travailleurs doivent-ils réclamer toujours plus de subventions pour la Navale ?

Il ne suffirait pas que l'Etat lâche encore des subventions supplémentaires — toujours prises dans la poche des contribuables — pour que le problème du chômage soit réglé, même en admettant qu'il puisse être repoussé quelque temps. Car la cause même du mal subsiste : la concurrence et la production pour le profit. La manne étatique n'est qu'un moyen de plus pour permettre de participer à la concurrence, tout en faisant empocher aux armateurs et aux constructeurs la grosse part. Et il s'agit là d'un gouffre sans fond.

S'il n'y a pas besoin d'autant de navires que les chantiers navals dans le monde peuvent en construire, on devrait alors, soit produire autre chose pour satisfaire d'autres besoins, soit, en produisant moins avec les mêmes effectifs, soulager la peine des travailleurs, et non pas fabriquer des chômeurs. Il ne peut y avoir de véritable solution qu'en s'attaquant au système même de la concurrence et du profit, c'est-à-dire au système capitaliste.

Après un an de gouvernement socialiste

La police du gouvernement socialiste contre les travailleurs

Il n'aura pas fallu attendre longtemps aux travailleurs espagnols pour vérifier que, dirigée par un ministre socialiste ou pas, la mission de la police espagnole restait la répression anti-ouvrière.

Trois manifestants ont en effet été blessés, dont un par balles, au cours des affrontements violents qui ont marqué, le 27 décembre, la journée d'action des sidérurgistes de Sagonte. Les ouvriers de l'usine sidérurgique AHM manifestaient ce jour-là contre les projets du gouvernement socialiste en matière de reconversion de la sidérurgie, des projets qui entraîneront 10 000 licenciements dans la sidérurgie espagnole (qui compte actuellement 40 000 travailleurs), l'une des usines les plus touchées étant celle de Sagonte où 3000 ouvriers sur 4000 doivent perdre leur emploi.

Les bagarres ont éclaté quand la police a voulu dégager de force l'autoroute Sagonte-Madrid occupée par les manifestants. Elle a ouvert le feu, avec des balles en caoutchouc mais aussi à balles réelles, atteignant plusieurs manifestants. A la suite de cela, le commissariat de la ville fut assiégé pendant deux heures par les manifestants furieux et plusieurs véhicules de police furent incendiés, tandis qu'à Madrid le gouvernement confirmait son intention de mener à son terme la reconversion de la sidérurgie espagnole et son cortège de licenciements.

Le même jour, à Cadix, la police réprimait très brutalement une manifestation d'ouvriers agricoles au chômage, faisant huit blessés graves.

Un raccourci éloquent de la politique de la gauche espagnole au gouvernement : des milliers de licenciements pour sauver les profits du patronat, les matraques et les fusils de la police pour les faire accepter aux travailleurs, quand les discours des hommes de gauche n'y suffisent plus.

Les patrons applaudissent

Le grand projet de Felipe Gonzalez, « *Que l'Espagne fonctionne* », se traduit dans les faits en : Que l'Espagne fonctionne... pour les capitalistes. Ceux-ci le savent. Et ils le remercient et le félicitent déjà. « *La question de l'équipe économique du gouvernement mérite le qualificatif de réussi, pour la Confédération Indépendante des Entreprises de Madrid (CEIM), et celle de Felipe Gonzalez mérite le qualificatif de remarquable* » (*El Pais,* 1er décembre 1983). De son côté, un des présidents d'une des sept plus grandes banques espagnoles estimait : « *Il faut reconnaître que les membres du gouvernement connaissent leur métier. Ils s'instruisent, prennent le taureau par les cornes et sont capables d'affronter les problèmes* » (*El Pais,* 3 décembre 1983).

Les impôts, de la poche des travailleurs à celle des capitalistes

L'Etat a besoin de beaucoup d'argent. L'affaire Rumesa — c'est-à-dire la nationalisation décidée en mars 1983 de ce groupe, dont 17 banques sur 18 étaient en déficit — lui coûte cher. L'Etat a pris les dettes à sa charge : pour l'instant quelque 270 milliards de pesetas (environ 13,5 milliards de Francs) plus 70 milliards de pesetas en raison des pertes annuelles accumulées.

Par ailleurs, le plan de « reconversion industrielle » coûtera 900 milliards de pesetas (45 milliards de francs). Le déficit prévu pour 1984 dans le budget de l'Etat atteindra le « billion » de pesetas (un million de millions) soit 50 milliards de francs.

Cela, sans compter les centaines de millions que le gouvernement distribuera aux patrons, banquiers et militaires (pour le seul achat d'avions de combat pour l'armée, il faudra payer 3 280 millions de dollars).

Les impôts augmenteront en 1984 trois fois plus que l'inflation prévue, « *et la charge retombera surtout sur les salaires et la consommation* » tenait à préciser le journal *El Pais* du 24 septembre.

L'Etat ne cherche donc pas l'argent là où il se trouve, chez les riches. Au contraire, il les aide en diminuant les cotisations patronales à la Sécurité sociale (-1,5 % cette année) et en offrant aux capitalistes des émissions publiques à un haut taux d'intérêt et libres d'impôts, ce qui fait une rémunération de plus de 20 %. Il n'est pas étonnant que, face à ces prometteuses perspectives de bénéfices, les capitalistes préfèrent plutôt spéculer qu'investir dans la production.

Pour les travailleurs espagnols, licenciements...

« L'emploi est l'objectif prioritaire du programme socialiste. (...) Le PSOE se propose de créer plus de 800 000 emplois nets pendant les quatre années de sa gestion gouvernementale », disait Felipe Gonzalez pendant sa campagne électorale.

Aujourd'hui, au bout de 12 mois de gestion, les socialistes ont un langage tout à fait différent. Dans le *Programme de gouvernement (1984-1986),* il est précisé : *« On conditionne la création de 640 000 emplois à une politique de perte d'une partie du pouvoir d'achat des salaires » (El Pais,* 3 décembre 1983). Non seulement les socialistes ont amputé d'un cinquième leur plan primitif, et déjà insuffisant, de 800 000 emplois, mais ils conditionnent leur « offre » à une diminution des salaires. Et ces 640 000 emplois risquent eux aussi de s'envoler en fumée. Car le gouvernement a bien mal commencé sa première année.

En effet, selon les chiffres officiels et qui sont toujours aussi loin de refléter la réalité, le nombre des chômeurs a augmenté de 150 000 entre décembre 1982 et octobre 1983, et le taux de chômage est passé dans la même période de 16,53 % à 17,3 %.

D'un autre côté, le rythme des licenciements est toujours d'environ mille par jour. Selon les chiffres des organismes gouvernementaux, il y a eu 150 000 licenciements entre janvier et juillet 1983.

Tout semble indiquer que le gouvernement socialiste entend continuer sur sa lancée. S'il promet toujours d'améliorer la situation, cela ne cadre absolument pas avec ses projets, notamment celui de « reconversion industrielle » qui, si les travailleurs laissent faire, jettera à la rue plus de 60 000 travailleurs considérés comme « excédentaires » dans la sidérurgie, les chantiers navals, le textile, l'électroménager, etc., et plus de 100 000 appartenant aux entreprises sous-traitantes. Sans compter que le décret-loi de « reconversion industrielle » permettra la généralisation de l'embauche provisoire (de 6 mois jusqu'à 3 ans) sans aucune limitation pour les entreprises. *« Il s'agit d'enlever les rigidités excessives qu'il y a dans l'embauche du personnel »,* a dit l'ex-dirigeant syndicaliste qui est aujourd'hui ministre du Travail.

...et baisse du pouvoir d'achat

Pour commémorer son premier anniversaire, le gouvernement vient d'augmenter à nouveau le prix du butane (le gaz des pauvres) de 17,93 %, et l'essence de 10 %. Et il vient de montrer là combien il est fidèle à lui-même, car c'est en dévaluant la peseta et en augmentant l'essence et les tarifs publics que le gouvernement de Felipe Gonzalez avait commencé son mandat.

Pour pallier le déficit extérieur, les socialistes ont recours aux mêmes mesures qu'adoptent toutes les bourgeoisies face à la crise économique : réduire la consommation des masses.

C'est la faute au dollar, disent les ministres socialistes. Mais quand le baril de pétrole est descendu de 35 à 29 dollars en mars dernier, au lieu de baisser d'autant les prix le gouvernement a empoché la différence. La dernière augmentation a encore rapporté 90 milliards de pesetas (environ 4,5 milliards de francs) aux caisses de l'Etat. Et ce n'est pas fini. Car le budget pour 1984 prévoit une augmentation fiscale de 30 % sur les carburants.

Il s'agit purement et simplement de contenir le déficit de l'Etat et son endettement croissant en augmentant les impôts directs et indirects.

Toutes les mesures adoptées par le gouvernement sur ce terrain et celles qui sont en chantier tendent toutes au même but : forcer l'épargne, faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat d'un côté et, de l'autre, diminuer les coûts de production pour les patrons en faisant diminuer les salaires.

En dévaluant la peseta, en augmentant les tarifs publics et la fiscalité, en diminuant les cotisations patronales à la Sécurité sociale, en plaçant systématiquement les salaires en dessous de l'inflation, le gouvernement est en train d'instaurer de fait un plan de stabilisation.

En 1983, les salaires n'ont pas atteint l'indice de l'inflation. Pour 1984, le gouvernement « prévoit » une inflation de 8 % (4 % de moins qu'en 1983 !)... mais il vient de décider que les augmentations salariales ne devront pas dépasser 6,5 % l'année prochaine.

Côté police : pas de changement !

Le terrain des libertés avait été un des thèmes les plus exploités par la propagande électorale du PSOE, mais les socialistes sont là encore loin de leurs promesses. A la tête du ministère de l'Intérieur, Barrionuevo supporte la comparaison avec ses prédécesseurs de droite, et même avec les ministres de la dictature franquiste. Il n'a jamais levé un seul doigt pour protéger les personnes qui ont été victimes des exactions de la police et de la Garde Civile. Au contraire, il couvre les tortionnaires et les assassins en uniforme.

Les policiers ont la gâchette facile. Et Barrionuevo non seulement a laissé faire mais a même encouragé leurs actions. Par exemple, le même garde civil qui avait tué en plein jour un travailleur agricole dans un petit village de l'Andalousie, il y a quelque temps, a été décoré par la suite malgré le procès contre lui.

Le mardi 13 décembre 1983, 159 avocats ont signé un article paru dans la presse sous le titre *Contre le ministère de l'Intérieur,* dans lequel ils se plaignent des morts et des blessés provoqués par les contrôles routiers ainsi que *« des agressions policières contre le carnaval de Malasana »* (un quartier madrilène où la police effectua une razzia le jour du carnaval), de la répression des *« récentes manifestations de Bilbao et autres localités, des interventions illégales et clandestines de la police dans le Pays basque français, ainsi que d'une centaine de cas de tortures et de sévices dénoncés et jamais éclaircis, par faute de volonté politique du ministère ».* Ils signalent aussi *« l'application massive et indifférenciée de la législation antiterroriste, avec tout ce que cela signifie comme atteintes des droits fondamentaux de la personne (...) qui a conduit à des opérations préventives ou d'intimidation contre des villes entières »,* ainsi que *« la création progressive d'un Etat policier qui contrôle tout »* et citent *« le maintien des écoutes téléphoniques, l'ordre du 25 avril 1983 qui établit le contrôle de la police sur toutes les transactions immobilières ».* Et ils terminent en annonçant le lancement d'une campagne populaire pour exiger la démission de Barrionuevo.

1983

Un an de politique anti-ouvrière

Dès les premiers jours de 1983, François Mitterrand invitait les Français à *« l'effort et à la mobilisation »*. C'était « parler vrai », comme on aime tant à le dire au PS ! Et l'année 1983 aura été fertile en idées et en réalisations visant à réduire les revenus de la classe ouvrière.

JANVIER

Haro sur les prix !

En guise d'étrennes, le gouvernement annonçait 18 augmentations de prix, pas moins, et pas des moindres.

De 11 à 13 % de hausse pour les tarifs de l'EDF, 7 % sur ceux d'Air Inter, 8 % pour la RATP et environ 10 % sur la SNCF pour l'année 1983. A prévoir aussi une augmentation de l'unité de base du téléphone et le passage à 2 francs du timbre-poste, une hausse de la redevance télévision et une taxe sur les magnétoscopes. Sans oublier la majoration de quelque 11 % du coût de la journée d'hôpital et une augmentation des prix des produits pharmaceutiques de 5,5 % avant la mi-juillet. Le tabac devait flamber aussi à plus de 30 %, l'alcool être taxé de 10 francs supplémentaires par litre, les loyers connaître une hausse de 9,8 %. Enfin, toute une série de produits de consommation courante (des disques à la bière, en passant par le savon et les pellicules photo) afficheraient 7 % de plus. Le ton était donné !

Pourtant, tout n'était pas à la hausse : le gouvernement annonçait son intention de réduire de 8,5 % à 7,5 % le taux d'intérêt de tous les livrets d'épargne, en prétextant le futur — et très hypothétique — ralentissement de l'inflation ! Finalement, les titulaires d'un livret A de caisse d'épargne auront perdu 2 % sur leurs économies, puisque l'inflation en 1983 aura été d'environ 9,5 %.

L.O. du 1/1/1983

Par contre, le patronat trouvait quelques milliards dans ses sabots. Delors, le ministre de l'Economie et des Finances, accordait pour 1983 à titre de prêts 45 milliards (en fait ce sera 52 !) aux entreprises du secteur privé. Etant bien entendu que les taux d'intérêt baisseraient. Une «prime d'aménagement du territoire» de l'ordre de 50 000 francs par emploi serait réservée aux chefs d'entreprise qui feraient l'effort de créer quelques emplois.

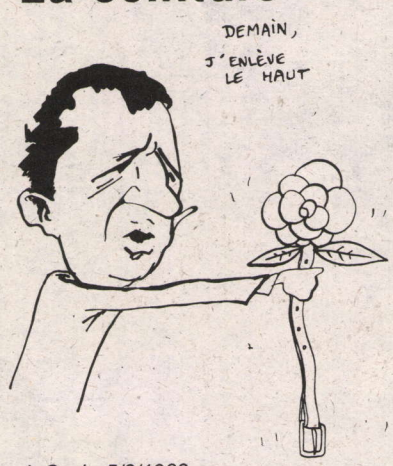
Le Conseil des ministres du 3 février dotait à leur tour de 20 milliards de subventions diverses les entreprises nationalisées industrielles. De quoi leur permettre d'arroser leurs filiales du privé.

FEVRIER

Pas de mesure d'austérité notable. Tiens ! Serait-ce la proximité des élections municipales ?

MARS

La ceinture



L.O. du 5/3/1983

Alors quand, le 23 mars, Mitterrand sur le petit écran regarda la France au fond des yeux et demanda aux Français de *« redoubler d'énergie et de ténacité pour le redressement national »* et de se mobiliser pour *« vaincre sur trois fronts : le chômage, l'inflation et le déficit du commerce extérieur »*, on pouvait s'attendre à ce que, pour Pâques, il nous serve de nouveau les épines de la rose. Le gouvernement prétendait avoir compris « l'avertissement » donné par l'électorat de gauche aux élections municipales. Mais il repartait de plus belle sur sa lancée.

Le 25, des mesures d'austérité étaient annoncées pour accompagner la dévaluation du franc du 21 (la troisième en 18 mois) ; prélèvement en septembre de 1 % supplémentaire sur les revenus imposables de 1981, soit 10 % d'augmentation des impôts et 11 milliards dans les caisses de l'Etat. Dès le mois de mai, « emprunt » obligatoire pour trois ans d'une somme équivalant à 10 % de l'impôt payé en 1982 sur tous ceux qui payent au moins 5 000 francs d'impôt, soit encore 14 milliards d'extorqués. Anticipation des hausses des tarifs publics prévues pour mai et juin : les appliquer dès le 1er avril rapportait 2,5 milliards. Hausse des taxes sur l'essence : 5 à 6 millards. Instauration d'un forfait hospitalier de 20 francs par jour : 1,5 à 2 milliards par an. Vignette sur le tabac et l'alcool et réduction des allocations de devises pour les touristes à l'étranger.

Le gouvernement n'y était pas allé de main morte. Et pour voir les caisses de l'Etat se remplir encore plus vite, le 6 avril, le Conseil des ministres adoptait un projet de loi autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances certaines de ces mesures.

AVRIL

Les privilèges « inadmissibles »... des travailleurs

Le gouvernement ne renonçait bien sûr pas aux grands mots : en avril, c'est au nom de la justice et de la solidarité qu'il prétendit supprimer les « avantages » de certaines catégories de travailleurs. Pensez donc : gaziers et électriciens ou employés des caisses d'épargne mettaient l'économie en péril, en bénéficiant les uns de tarifs préférentiels, les autres d'avantages salariaux. Le gouvernement entendait opérer une ponction de 300 à 400 francs sur les salaires des agents de EDF-GDF et faire perdre l'équivalent d'un mois de salaire aux employés de l'Ecureuil.

MAI

Mesquinerie

« En mai, fais ce qu'il te plaît », dit le proverbe. Delors ne s'en priva pas. Entre autres, il projeta le 12 de diminuer le remboursement de certains actes chirurgicaux, comme l'appendicite, projet qui fut abandonné le 22 devant le tollé soulevé.

Mais la loi du 31 mai, elle, fut bel et bien votée : les travailleurs en retraite frappés d'invalidité ne se verraient plus verser leur pension d'invalidité, mais seulement l'allocation vieillesse des travailleurs salariés.

JUIN

Un cran de plus

Mitterrand, invité du journal télévisé d'A2, affirmait le 18 juin qu'*« aucune politique ne dispensera les Français de l'effort nécessaire »*. Propos de circonstance. Deux jours auparavant, Bérégovoy avait annoncé six mesures d'économies pour obtenir les 4 milliards manquant soi-disant à l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale. L'amélioration du remboursement des lunettes et prothèses dentaires serait repoussée en 1984. Les prêts gratuits accordés par la Sécurité sociale aux dispensaires, maisons de retraite, etc., n'existeraient quasiment plus. La progression des dépenses hospitalières seraient ramenée de 15 à 14 % pour l'année. Enfin, ce qui manquait serait récupéré sur les régimes d'assurance autres que le régime général.

A la fin juin, le gouvernement annonçait une hausse des cotisations de l'assurance chômage de 0,4 % pour les salariés et de 0,6 % pour les employeurs. Et Delors prévenait déjà que certains impôts « exceptionnels » seraient reconduits en 1984.

Toujours dans la rubrique « Il n'y a pas de petites économies », le gouvernement s'en prenait cette fois aux employés de la Sécurité sociale, en annonçant une diminution de leur retraite complémentaire (soit une perte de 300 francs mensuels).

SEPTEMBRE

Tout ce qui rentre, fait ventre

Dans la foulée de la rentrée, on tenta de faire appliquer un nouveau réglement à la SNCF, instaurant la conduite à un agent seul. Economies obligent. Et aux PTT le gouvernement applique le plan Daucet, qui signifiait pour de nombreux postiers perte de salaire et de jours de congé.

François Mitterrand, invité le 15 septembre de l'émission « l'Enjeu » sur TF1, déclarait « insupportables » les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) qui pèsent sur les Français... entendez : les entreprises et les patrons. D'ailleurs, pour que personne ne s'y trompe, la veille Bérégovoy avait affirmé que le prélèvement de 1 % sur le revenu imposable serait reconduit en 1984, assorti d'une surtaxe de « solidarité » à partir de 20 000 francs d'impôts et que la cotisation vieillesse serait relevée d'un point. Un numéro désormais rodé !

OCTOBRE NOVEMBRE DECEMBRE

Par contre, octobre vit l'Etat voler au secours de Creusot-Loire. Près de 4 milliards furent transférés sous différentes formes de la poche des contribuables vers les coffres du groupe.

En octobre aussi, le gouvernement accepte 4510 départs en pré-retraite dans le groupe Talbot et prévoit de débourser un milliard de francs au titre du Fonds National pour l'Emploi. Il refuse alors les 2861 licenciements demandés à Talbot-Poissy, en l'absence d'un plan social. Pas pour longtemps, puisqu'en décembre il accepte 1905 licenciements à Poissy.

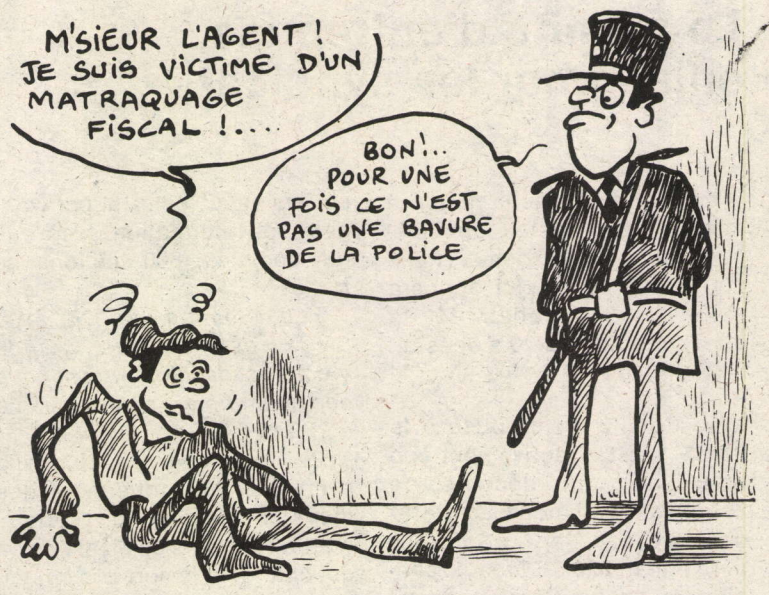
Les plans de licenciement se précisent au fil des derniers mois de l'année : 8 000 dans les Charbonnages en 1984, 4 000 à Creusot-Loire, 5 000 ou 6 000 à Boussac ; dans la sidérurgie et les chantiers navals, ils ne sont pas encore chiffrés, mais ils sont prévus.

Dans le même temps, les patrons ont engagé une offensive pour ne plus financer les chômeurs qu'ils ont créés.

Pour 1984, on nous en a annoncé de plus belles encore. Les dépenses de l'Etat ne devraient augmenter que de 7 % (contre 11,7 % pour cette année). Ça promet ! Tous les ministères se serreront la ceinture, sauf ceux de la Défense, de l'Industrie et de la Recherche. Pas question de toucher aux subventions, aux patrons et aux crédits pour l'armement ! L'Etat ne créera pas d'emplois et en supprimera même. Il réduira ses commandes. Les hausses de salaires devraient être limitées à moins de 6 % tout compris et en réalité beaucoup moins. Pour boucler le budget, impôts exceptionnels et impôts supplémentaires sont prévus, ainsi qu'une augmentation des prix des services publics.

Alors qu'il n'était encore qu'en projet, ce budget avait été qualifié par Mitterrand de « budget du courage ». Le courage de leur faire rentrer dans la gorge : c'est ce que l'on se souhaite en tout cas, pour 1984 !

Annick MORIZET



L.O. du 17/9/1983

Les élections professionnelles à la SNCF

Le 15 décembre dernier, 267 621 cheminots étaient appelés à choisir parmi 12 000 candidats présentés par les syndicats, pour élire 6 849 délégués, (4 685 délégués du personnel et 2 164 délégués au Comité d'entreprise).

Pour la première fois, ces élections voyaient l'application à la SNCF du régime général du code du travail. Il s'en est suivi de nombreuses modifications : création du Comité d'entreprise, institution des délégués du personnel, le mode d'élection, le nombre de postes à pourvoir, ont changé, la durée des mandats change aussi : deux ans désormais, au lieu de trois.

Tout cela rend délicates les comparaisons avec les résultats passés. Il est cependant légitime de comparer les résultats des délégués du personnel avec les anciens délégués indiciels, et les résultats du CE avec les anciens Comités mixtes.

UN NET RECUL POUR LA CGT

La CGT enregistre le recul le plus important qu'elle ait connu à la SNCF depuis 1949. Aux DP, elle passe de 53,19 % des voix exprimées lors des précédentes élections en février 1981, à 48,54 %, soit un recul de 4,65 %.

Et ce recul est confirmé au CE : — 4,14 % et une perte de 8 939 voix par rapport aux indiciels de 1981.

Certes, l'érosion des voix de la CGT est un phénomène régulier depuis une quinzaine d'années, mais le recul de la première fédération cheminote s'est sensiblement accéléré en 1981, et à nouveau en 1983. Quant à la CFDT, elle reste à peu près stable en pourcentage.

Une partie des voix perdues par la CGT s'accompagne d'une augmentation des abstentions et des votes blancs ou nuls. Le pourcentage des exprimés recule en effet de 3,82 % au CE, et de 4,01 % aux DP.

Le reste des voix perdues par la CGT se retrouve réparti entre les « petites » organisations syndicales.

Progressent, dans l'ordre, la CFTC, FO, la FMC et la CGC, qui font un gain de 8 635 voix au CE (3,98 % des exprimés) et 7 784 voix aux DP (3,61 %).

Ce sont donc les organisations syndicales qui apparaissent les moins liées au gouvernement qui progressent, légèrement. Et dans cette mesure, c'est aussi une sanction de la politique de la CGT et de la CFDT que viennent d'exprimer les cheminots.

Hervé MARTIN

Des cadeaux pour toutes les organisations syndicales

Si les voix recueillies par les différentes organisations syndicales fluctuent en plus ou en moins selon les votes des cheminots, le nombre d'élus, lui, augmente pour toutes, du moins au total Comité d'entreprise plus délégués du personnel.

Malgré son léger recul en voix, la CFDT gagne 484 sièges supplémentaires.

Et même la CGT, avec son recul en voix et en pourcentage, a un bilan positif avec 274 postes de plus (elle en perd 277 au CE, et en gagne 551 aux DP). Il faut ajouter à cela le fait que les suppléants ont désormais les mêmes droits en temps de délégation que les titulaires, alors qu'auparavant ils ne pouvaient que remplacer le titulaire défaillant.

Reste à voir au service de quelle politique les syndicats vont mettre ces forces supplémentaires.

Le Comité d'entreprise, enjeu pour les syndicats

La CGT a obtenu la majorité absolue des postes de délégués dans les CE locaux (1 158 sur 2 164), ce qui lui donnera selon toute probabilité la quasi-totalité des 20 sièges du CCE.

Le Comité d'entreprise à la SNCF, c'est effectivement une nouveauté qui découle de l'application du nouveau statut de la SNCF, en janvier 1983. Il y aura en fait 327 CE locaux, chapeautés par un Comité central d'entreprise. Le budget social en jeu serait celui auparavant géré par la direction des affaires sociales, 800 millions de francs.

« *La création du CE à la SNCF est un des grands moments de l'histoire sociale des cheminots* » n'hésite pas à écrire la CGT.

Peut-être pour les appareils syndicaux qui obtiennent des moyens d'existence supplémentaires, mais ce n'est pas ça qui changera le sort des cheminots, ni leurs bas salaires, ni leurs conditions de travail.

CHAUSSON (Gennevilliers)

La CGT fait le forcing

Le 16 décembre, trois délégués CGT de Chausson Gennevilliers se sont vu officiellement signifier leur licenciement par la direction. C'est la première fois depuis plus de quinze ans que Chausson met des responsables syndicaux à la porte.

La direction a choisi d'aller jusqu'au bout dans une vieille affaire : il y a 18 mois, une délégation qui comptait de nombreux militants CGT était restée dans le bureau du chef du personnel pendant quelques heures pour protester contre un licenciement. Prétendant avoir été victime d'une « séquestration », la direction avait alors engagé une procédure de licenciement contre trois délégués CGT.

Ces licenciements avaient d'abord été refusés par l'inspection du travail. Portée devant le ministère, la demande était restée sans réponse. On pensait donc que les choses en resteraient là. Or, voilà qu'en novembre, la direction relançait la procédure devant le tribunal administratif qui lui donnait raison, bientôt suivi le 7 décembre par l'inspection du travail.

Du coup, la CGT soutenue par la CFDT a multiplié les pétitions, assemblées et débrayages pour expliquer aux travailleurs que laisser faire la direction ce serait accepter par avance tous ses mauvais coups. Malgré cela, il était visible que l'ambiance n'y était pas dans les ateliers.

A la suite de l'envoi de leurs lettres de licenciement aux trois délégués, le 16 décembre, les responsables CGT décidaient d'imposer la présence des licenciés dans l'entreprise dès le lundi suivant.

Ce jour-là, à la prise de poste de l'équipe du matin, de nombreux militants et permanents CGT appuyés par des militants CFDT ont donc accompagné les trois licenciés à leurs postes de travail, en faisant auparavant un tour complet des ateliers espérant entraîner les travailleurs au passage. Mais sans grand succès puisque seuls quelques dizaines de travailleurs cessèrent le travail.

Quoi qu'il en soit, les responsables CGT décidaient de lancer une grève de 24 heures pour le lendemain.

Le mardi 20 décembre, à l'ouverture des portes, des camionnettes « sono » barraient l'entrée, et de nombreux militants massés sur le trottoir tentaient de dissuader les ouvriers d'aller prendre leur poste. Combien rentrèrent chez eux ? Bien difficile à dire. Au total, on a pu compter environ 40 % des manquants dans l'une des usines, et de 20 à 50 % dans l'autre suivant les ateliers.

Le « forcing » de la part des militants CGT n'a pas réussi à sortir les licenciés de leur isolement et, contrairement à son objectif, il a confirmé sinon accentué la démoralisation de nombre d'ouvriers ainsi que celle de certains militants. Mais ce qui est sûr aussi, c'est que les travailleurs de Chausson n'avaient pourtant pas intérêt à rester passifs. Car laisser Chausson licencier les trois militants CGT, c'est s'incliner devant sa loi et cela peut l'encourager à s'attaquer à d'autres travailleurs.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

REMETAL (Saint-Arnoult-78)

Huitième semaine de grève

Les 23 travailleurs maliens de la société Rémétal, petite fonderie d'aluminium située à Saint-Arnoult, près de Rambouillet, poursuivent leur grève depuis presque huit semaines.

Ils refusent les conditions de travail et d'hébergement dignes du 19e siècle que leur impose Bourbon, exploiteur de la pire espèce.

Les travailleurs réclament une remise en état de leurs baraques, un écoulement réglementaire pour que les tuyaux ne soient plus bouchés, l'installation de sanitaires, la fourniture de lits et de couvertures, enfin qu'une chape de ciment soit coulée entre leurs baraques, afin que les rats ne viennent pas manger leurs affaires. C'est bien là le moins que Bourbon puisse faire, puisqu'il prétend « loger » les travailleurs.

D'autre part, ils veulent qu'une troisième équipe soit mise en place, pour que la journée de travail soit de 8 heures, alors qu'ils travaillaient, jusqu'à la grève, en deux équipes de 11 heures chacune. Ils n'entendent plus non plus que leur vie soit sans cesse mise en danger. Du fait, par exemple, des déchets d'aluminium qui sont entreposés à l'extérieur, à la pluie, ce qui provoque des explosions quand ils sont mis au four. Les fuites d'eau dans le toit de l'atelier font courir le même danger. Autre scandale que ces travailleurs ne veulent plus supporter : ils devaient transporter l'aluminium en fusion dans une simple louche, soit 18 kilos à tenir à bout de bras. Ils n'avaient pas non plus de chaussures de sécurité. D'ailleurs, à Rémétal, Bourbon se moquait éperdument des conditions de sécurité, ne serait-ce que minimum, pour ceux qu'il exploitait.

Côté salaires, les 23 travailleurs maliens revendiquent un alignement sur les autres fonderies des Yvelines. Actuellement, un manœuvre touche 3 870 F pour 55 heures par semaine !

La seule réponse que Bourbon, qui se prend pour un patron de droit divin, a su donner aux travailleurs, c'est de réclamer leur licenciement et leur expulsion. Il a été cependant débouté par le tribunal et... est parti en vacances.

Mais les travailleurs restent déterminés à tenir le temps qu'il faudra pour obtenir satisfaction. Pour leur grève, ils ont reçu le soutien de l'Union locale CGT qui pourrait permettre, en les aidant à sortir de leur isolement, de trouver de nouveaux moyens de pression pour faire céder Bourbon. Par ailleurs, à Saint-Arnoult, les habitants et en particulier les commerçants sont nombreux à montrer leur solidarité. Les fêtes n'auront pas été tristes, tous les travailleurs ayant été invités par des habitants de la commune.

Correspondant LO

Les autobus bordelais en grève

Depuis 15 jours, les 1 200 chauffeurs d'autobus de Bordeaux ont cessé le travail.

A l'origine du conflit, la décision de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) de résorber son déficit en s'en prenant aux traminots et aux usagers.

En effet il y a longtemps déjà que les chauffeurs travaillaient en journée continue. La CUB, pour des raisons d'économies, veut réduire à présent la fréquence des bus aux heures creuses et en conséquence réduire aussi le nombre des chauffeurs roulant à ce moment-là. Le résultat, c'est que l'amplitude de la journée de travail serait considérablement augmentée.

Pour les usagers, il y aurait moins de bus, mais la CUB veut aussi les faire payer plus cher : le prix du ticket devrait augmenter de 15,5 %.

Les traminots ne l'ont pas entendu de cette oreille, d'autant plus que cette attaque en laisse présager d'autres, contre les salaires et les effectifs.

Pendant les premiers jours, aucun bus n'a roulé, des piquets étant installés dans les différents dépôts.

Mais la veille de Noël, sur sa requête, Chaban-Delmas, maire RPR de Bordeaux, président de la CUB, a obtenu que les CRS soient envoyés contre les grévistes. Ainsi, grâce à Defferre, des non-grévistes ont pu prendre le volant sous la protection de la police.

A chaque bus qui passait, les grévistes, massés derrière les CRS, le bombardaient avec des œufs et huaient les conducteurs.

Au total, assez peu nombreux sont les bus qui sortent. Insuffisamment en tout cas pour briser la grève.

Et lundi 26 décembre, le lendemain du week-end de Noël, la direction a dû être déçue car, bien que les CRS soient toujours là, les chauffeurs étaient loin d'être ébranlés et au contraire leur détermination s'était renforcée. Aux revendications du début s'ajoutent à présent des revendications concernant les salaires de l'an prochain et le paiement des heures de grève.

Les grévistes sont convaincus que la direction et la CUB ne céderont pas aisément, d'autant plus qu'ils sont sans illusion sur le gouvernement qui leur a prêté main-forte. On peut s'en apercevoir en lisant ce qu'ont affiché les grévistes dans la cour du dépôt : *« Jaurès, réveille-toi ; ils sont devenus fous, ils ont viré leur cuti »*.

Mais comme ils le disent : *« Maintenant, il faudra qu'on nous cède »*.

Correspondant LO

Municipaux de Tours

Un premier coup de colère

Voilà déjà un moment que le mécontentement couve parmi les employés municipaux de Tours : bas salaires, auxiliaires dont certains attendent depuis des années leur titularisation (ils représentent près du tiers du personnel), prime de fin d'année dérisoire, personnel insuffisant dans certains secteurs, les raisons ne manquent pas.

Une première assemblée générale, une semaine auparavant, avait rassemblé environ 150 personnes qui s'étaient donné rendez-vous pour en ramener d'autres lundi 19. Nous étions donc 300, ce lundi matin, convoqués par l'intersyndicale CGT-CFDT-FO.

Pour cette dernière, l'objectif essentiel était de parvenir à négocier avec le maire, Royer. Une délégation envoyée pour cela le matin s'entend répondre qu'on lui dira l'après-midi si on peut nous recevoir. Là-dessus, l'intersyndicale décida une petite manifestation dans le centre-ville, puis un nouveau rendez-vous l'après-midi. Ceci malgré l'avis de bon nombre de participants à l'AG, qui étaient plutôt partisans d'imposer au maire nos heures de rendez-vous plutôt que de nous plier aux siennes.

Malgré l'appel à ne se retrouver que l'après-midi, le hall de la mairie, bloqué par les policiers municipaux, fut occupé par une centaine d'employés.

L'après-midi la nouvelle AG, moins nombreuse que le matin, vit revenir nos amateurs de négociation à nouveau déconfits : *« On nous dira demain si on nous reçoit »*.

Beaucoup avaient le sentiment que nous ne nous étions pas donné les moyens de faire ravaler sa morgue à Royer (il a qualifié le lendemain nos revendications de « délirantes »).

Mais le mécontentement persiste. De même l'envie chez beaucoup de participants de remettre ça, et en mieux, en janvier, en se préparant pour être plus nombreux dans la bagarre.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES

LE PROGRES : OUI, MAIS IL FAUT SUPPRIMER LES PATRONS

En fin d'équipe, aux Presses, juste avant de rentrer aux vestiaires, on est souvent 20 à 30 à regarder fonctionner la chaîne de robots.

C'est vrai qu'il y a de quoi être fasciné à voir tout cela marcher sans ouvriers. Cette chaîne est la preuve que la société actuelle est capable de prouesses techniques qui pourraient épargner la peine des hommes. Mais toutes ces inventions ne sont pas destinées à nous éviter la fatigue.

A côté des robots, nous sommes des milliers d'ouvriers enchaînés à un travail éreintant. Et nous savons tous que, si un jour le patron installe une machine à notre place, ce sera dans le but de nous mettre à la rue.

A côté de machines extraordinaires, on n'a que le choix entre l'exploitation ou le chômage.

Alors, si nous voulons un jour que tout ce progrès nous serve à nous, c'est la société entière qu'il nous faudra changer.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Renault-Flins

CHACUN SON SPORT

D'après *La Nouvelle République*, le Club Méditerranée a annoncé que ses « vacances de neige » à 4 000 F la semaine (par personne) « *connaissaient un excellent accueil* ».

Il est vrai que, sur 5 millions de Français qui vont partir aux sports d'hiver, il n'y aura seulement que 4,9 % d'ouvriers.

Aux travailleurs, le gouvernement réserve d'autres sports : tirer le diable par la queue et subir la dégringolade du pouvoir d'achat !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Michelin Saint-Doulchard

SAINT-MARTIN, PRIEZ POUR NOUS

La SNCF est sur la paille. Pensez donc ! Elle ne peut même pas payer de gilets contre le froid à ceux qui travaillent dehors !

Il y a bien une idée qui est en train de germer : ceux qui en auraient touché autrefois devraient les refiler à ceux qui en auraient besoin : on déshabille Pierre pour habiller Paul.

Si ça continue, on finira par se refiler nos chemises, nos pantalons... et le reste.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
SNCF-Quatre-Mares (Sotteville-lès-Rouen)

GARE DE TOURS : LA LUTTE DES CLASSES

Il faut croire que toute la publicité faite depuis des mois autour de la 1re classe n'a pas donné les résultats escomptés.

Aux informations, nous devons d'abord annoncer aux clients les prix en 1re classe et, si nous ne proposons pas la 1re classe, c'est une faute professionnelle, nous risquons une sanction.

Que la direction se débrouille, ou mette les 1res au prix des deuxièmes classes. En tout cas, nous ne nous transformerons pas en agents recruteurs des 1res.

LE CHEMINOT FRANÇAIS EST RENTABLE

Le ministère des Transports a publié des statistiques qui montrent que, comparativement aux réseaux allemand et anglais, la SNCF assurerait 20 % du trafic en plus, avec 30 % d'agents en moins.

Eh bien alors, on embauche !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
SNCF Tours

LIVRES

« Solik »

de K.S. Karol

Solik, **diminutif du mot sel en russe, est le surnom que reçut K.S. Karol au lycée de Rostov-sur-le-Don où il entra à l'âge de 16 ans pour l'année scolaire 1940-1941. Et 40 ans plus tard, l'auteur, d'origine juive par son père et polonaise par sa mère, essaie de raconter « les années russes », le temps qu'il passa dans ce pays entre 1940 et 1946, après avoir fui la Pologne natale occupée par les troupes nazies.**

Envoyé en Sibérie occidentale avec un convoi de Polonais déportés massivement par Staline, il s'évade au bout de plusieurs mois, rejoint Rostov en plein pays cosaque, fréquente le lycée où il noue des amitiés durables. Puis c'est l'école militaire — ce qui nous vaut un tableau de la vie de province des sous-officiers d'un corps d'élite. La guerre, ou plutôt la débâcle et la fuite vers l'arrière, la grande pagaille. Mais pour Karol l'étape d'après, c'est le Goulag : il est suspecté d'être un agent de l'ennemi, à cause de son origine polonaise et de son évasion de Sibérie que les tchékistes ont enfin découverte.

Délivré grâce aux combines d'un de ses chefs, il est libéré au bout de 13 mois en 1944. C'est le retour à Rostov. Il reprend ses études à l'université en même temps qu'il travaille comme cadre dans une usine de la ville et deux ans après, c'est le départ définitif vers l'Occident.

Solik s'est fait des amis parmi des jeunes cosaques de la deuxième génération qui regardent d'un œil critique leurs parents traditionalistes et attachés à leur particularisme. Ils rêvent de devenir ingénieurs pour construire le socialisme... et parce que c'est un métier où il y a de bonnes places assurées. C'est la génération élevée dans le culte de Staline, nourrie de l'*ABC du communisme,* seule lecture permise à ceux qui veulent entrer au Komsomol (Jeunesse Communiste), et qui pensent qu'une fois la guerre finie, il sera enfin possible de mieux vivre.

Le jeune Karol note la bureaucratie omniprésente, la montée du nationalisme russe, la résurgence de l'antisémitisme qui le touche, lui qui est d'origine juive, de même qu'il note les difficultés de la vie quotidienne. Le système D marche en plein, on entre au parti pour avoir une vie meilleure.

Mais en fait cela ne le gêne pas trop. Les jeunes petits-bourgeois sont relativement enthousiastes, lui aussi. Ce qui brisa définitivement cet enthousiasme, ce fut son passage au Goulag. Et malgré l'euphorie de la victoire et malgré son mariage avec une jeune Cosaque, il choisit de retourner en Occident.

Karol a écrit un livre de souvenirs où les descriptions, les anecdotes intéressantes ne sont pas rares. Mais le tout est vu d'une manière tout à fait personnelle par un Solik que l'auteur, quarante ans après, peint comme un gentil garçon, entouré de gentils copains, tout ce petit monde très plein de bonnes intentions et d'aspirations petites-bourgeoises. Et les gens les plus intéressants qu'il a rencontrés, il les décrit le moins bien.

Quarante ans après, Karol se penche sur son adolescence. C'est à cela qu'il faut s'attendre si on lit cette autobiographie, et ne pas trop y chercher plus.

Marie ANTONIN

Solik *de K.S. Karol. Ed. Fayard. 410 pages. 85 F.*

« Le Sahel demain

Catastrophe ou renaissance ? »

de Jacques Giri

Le Sahel est cette région de l'Ouest africain qui s'étend des confins du Sahara jusqu'aux frontières de la zone tropicale humide, englobant la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, la Haute-Volta, le Niger et le Tchad. Cette région a connu de 1968 à 1973 l'une des pires sécheresses de son histoire, au cours de laquelle la famine a fait des milliers de victimes dans les populations sahéliennes.

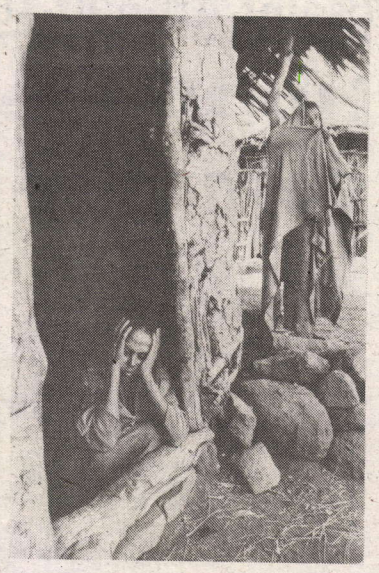
Mais les catastrophes naturelles n'expliquent pas tout. Et en particulier, cette sécheresse n'explique pas qu'aujourd'hui, dix ans après son point culminant, les populations sahéliennes soient toujours victimes d'une famine chronique.

Bon nombre d'ouvrages ont déjà été écrits pour dénoncer la bonne conscience de ceux qui, dans les pays industrialisés, se bornent à invoquer la fatalité des catastrophes naturelles pour expliquer la misère des peuples du Sahel. Et le livre de Giri est un de ceux-là.

Mais disons tout de suite que le point de vue de Giri est bien particulier. Ancien collaborateur du ministère de la Coopération, Giri se place avant tout du point de vue des intérêts bien compris des puissances industrialisées, à qui il lance cet avertissement : si elles laissent la situation du Sahel s'aggraver sans intervenir, les pays industrialisés doivent savoir qu'ils « *devront nourrir le Sahel et sans doute d'autres régions du monde où règnera aussi la faim, et que les prélèvements à faire sur leur production seront incomparablement plus lourds que les quelques tonnes de céréales ou les quelques milliers de francs que nous donnons aujourd'hui* ».

Voilà qui situe bien dans quel camp se situe Giri : celui de l'impérialisme dont le seul tort à ses yeux est de ne pas être capable d'exercer les pressions nécessaires sur les gouvernements du Sahel pour leur imposer la meilleure utilisation possible des aides alimentaires qu'il leur fournit. Et Giri de se faire le champion d'une aide économique « *contractuelle* » qui donnerait aux puissances occidentales les moyens d'exercer ces pressions, un peu à la manière dont procède le Fonds monétaire international avec les pays endettés d'Amérique du Sud, mais de façon « *mieux adaptée* ».

Du coup, ce parti pris pro-impérialiste amène Giri à formuler de loin en loin des affirmations qui sont en contradiction flagrante avec les faits qu'il rapporte. Ainsi affirme-t-il froidement que l'ère coloniale n'aura été qu'une « *parenthèse* » dans l'histoire du Sahel, alors que lui-même vient de montrer en détail les ravages dus à la traite des Noirs et comment, sous la pression de l'administration coloniale, les paysans sahéliens ont partiellement abandonné les cultures vivrières au profit des cultures d'exportation... Oh, bien sûr, il s'indigne, à juste titre d'ailleurs, du parasitisme des couches dirigeantes de ces pays qui vivent dans une large mesure de l'aide économique occidentale dont la population pauvre aurait tant besoin. Mais il oublie simplement de dire que ce sont précisément les puissances occidentales



qui ont formé ces couches dirigeantes dans leurs universités, qui les ont mises au pouvoir à l'époque de la décolonisation, et qui continuent aujourd'hui à les entretenir de leurs subsides parce que ces parasites leur servent de gardes-chiourme contre les populations pauvres de la région.

On pourrait ainsi multiplier les exemples de telles contradictions. Mais le livre est néanmoins intéressant. Car, dans toute son analyse de la situation du Sahel, dans la description qu'il donne de la situation passée et présente de la région, Giri se montre infiniment plus scrupuleux et rigoureux que dans les conclusions qu'il en tire. Et le tableau qu'il dresse, d'abord de l'histoire jadis florissante des royaumes du Sahel, puis des méfaits de la période coloniale, enfin du gâchis économique et social actuel entretenu par les grandes puissances et aggravé dans la crise, regorge d'informations qui sont suffisamment précises et parlantes pour permettre au lecteur de juger les prises de positions de l'auteur.

J.G.

Le Sahel demain - catastrophe ou renaissance *de Jacques Giri. Ed. Karthala. 320 pages. 75 F.*

CAFÉ-THÉÂTRE

« Le chromosome chatouilleux »

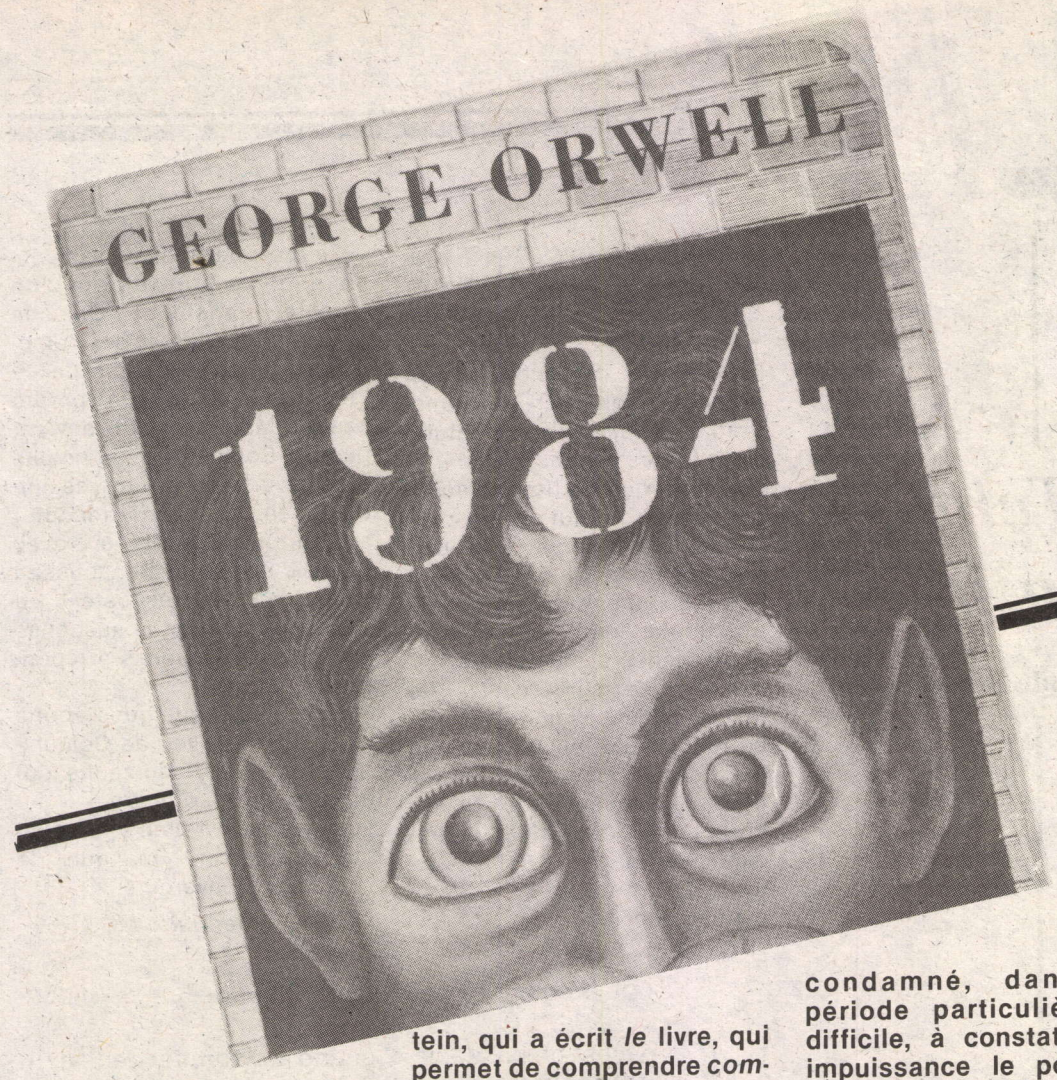
de Ch. Dob avec l'équipe des « Baba-cadres » : Jean-François Pastout et Patrice Bertrand

Une conférence donnée par deux militaires sur la vie après la bombe dans les abris anti-atomiques... Ils ont déjà prévu les loisirs des populations et les voilà gentils organisateurs... C'est pas triste !

Tous les gags ne sont pas de la plus grande finesse et ça tombe parfois carrément au-dessous de la ceinture... Normal, ce sont des militaires ! Mais ne faisons pas la fine bouche puisque c'est l'armée qui en prend pour son grade.

En tout cas, le public marche et on rit pas mal.

Théâtre d'Edgar. Métro Edgar-Quinet ou Gaité, tous les soirs sauf dimanche. 21 h 30. Places : 45 F (étudiants : 35 F).



Nous voilà en 1984, et du même coup, cela redonne une actualité nouvelle au célèbre livre de l'écrivain anglais George Orwell.

Dans cette utopie politique, écrite dans la tradition des *Voyages de Gulliver* de Swift, pour lequel Orwell avait une grande admiration et dans celle du *Meilleur des mondes* d'Huxley, un de ses professeurs au collège d'Eton, Orwell imagine un monde où règne le « collectivisme oligarchique ».

En 1950, a eu lieu un conflit atomique. Cette guerre a déclenché une révolution qui a connu des soubresauts politiques jusqu'en 1969. A la suite de quoi une bureaucratie s'est mise en place sur toute la planète. A sa tête, le chef suprême, « Big Brother ».

Cette bureaucratie au pouvoir — le parti intérieur — dirige tout de A jusqu'à Z et exerce une véritable direction des consciences. Elle a artificiellement divisé le monde en trois camps qui se font la guerre. Cette guerre perpétuelle permet de maintenir le monde dans une certaine pénurie justifiant les inégalités, et dans un climat de mobilisation à l'intérieur, justifiant la dictature de fer du parti unique.

Les sujets de cette société de cauchemar — le parti extérieur — sont constamment surveillés. On les convie à des « séances de haine », à des manifestations rituelles qui permettent de cimenter l'unité du peuple autour de Big Brother.

Il existe des parias, les prolétaires, qui sont des laissés-pour-compte de la société. Ils échappent pour une bonne part à l'endoctrinement général, sans pour autant être capables de menacer en quoi que ce soit la société.

Enfin, comme tout est prévu, il y a même une opposition clandestine, l'organisation de la Fraternité, dont le chef est Emmanuel Goldstein, qui a écrit *le* livre, qui permet de comprendre *comment* fonctionne cette société. Mais tout au long du roman, on peut se demander si ce n'est pas là tout simplement une création des dirigeants de cette société, ultime manière pour le monde de Big Brother de « récupérer » toute velléité de révolte.

Winston Smith, un employé du ministère de la Vérité — dont le rôle est de modifier le passé en fonction des décisions du présent, en réécrivant les articles de presse des vieux journaux des archives — l'apprendra à ses dépens.

Dans un monde où les hommes et les femmes ne doivent se rencontrer que pour se reproduire, il a une liaison amoureuse clandestine avec Julia. Première révolte. Il essaie ensuite de prendre contact avec la Fraternité, pour finalement tomber sur un agent provocateur. Les deux révoltés seront repris en main de manière abjecte.

Ce livre très riche est rempli des réflexions de son auteur sur la société du XX^e siècle. Ce qui domine, c'est son profond pessimisme. Le monde entrevu par Orwell, c'est un monde policier, en guerre permanente, où il y a de plus en plus de dictatures, où l'on pratique le double langage : *« la guerre, c'est la paix »*, proclame la société de 1984. Mais le pire n'est pas là. Le pire, c'est que pour Orwell, il ne semble pas qu'il y ait d'issue. Toutes les révolutions sont condamnées à échouer. Toutes les révoltes sont récupérées.

Il est possible qu'Orwell ait peint un tableau aussi noir pour donner un avertissement à l'homme de 1948, date à laquelle il a écrit ce livre, sur ce qui le menaçait s'il ne faisait rien pour remettre en cause la société. Mais son pessimisme a des racines dans ses conceptions politiques.

En effet, pour lui la lutte de classe était une vieille histoire du XIX^e siècle. Il n'y croyait pas. Aussi était-il condamné, dans une période particulièrement difficile, à constater avec impuissance le pourrissement de la société. Et non seulement il n'y voyait pas d'issue, mais il finissait par ne plus avoir d'explication sur le pourquoi des choses. Cette interrogation est permanente dans son livre.

La plupart des gens qui, aujourd'hui, font grand cas dans la presse et les médias de *1984*, en retiennent surtout une dénonciation du régime soviétique. C'est déjà le sort qu'ils avaient fait au livre à sa parution en 1949. C'était un argument de plus contre l'URSS, lors de la Guerre froide.

Bien sûr, une bonne partie du livre est nourrie par le stalinisme : la dictature policière, la réécriture du passé, le parti unique, Big Brother-Staline, Goldstein-Trotsky, etc.

Mais le reste appartient au monde capitaliste. Les organisations de jeunesse qui espionnent et dénoncent les parents viennent de l'Allemagne hitlérienne. Ce monde où l'on mange mal, où les conditions de vie sont dégradées, où les bombes tombent sur les villes, c'est l'Europe dévastée par la Deuxième Guerre mondiale. Le ministère de la Vérité, où se fabrique le mensonge, c'est le ministère de l'Information où Orwell a travaillé à Londres pendant la guerre.

C'est en observant la vie quotidienne dans le monde de l'après-guerre qu'Orwell a pu écrire : *« La vraie caractéristique de la vie moderne était non pas sa cruauté, son insécurité, mais simplement son aspect nu, terne, soumis ».*

Et puis il y a toute sa critique du double langage, le double langage des politiciens qu'il avait observé dans des articles. Ce qu'un professionnel de la chose comme Aragon a appelé le « mentir-vrai ». Et ce monde-là, nous y vivons toujours.

Jacques FONTENOY

1984 de George Orwell. Coll. Folio ou Gallimard 89 F.

D'Eric Blair à George Orwell...

Né en 1903 au Bengale, où son père était un membre subalterne de l'administration anglaise, George Orwell — de son vrai nom Eric Blair — fut élève d'un collège anglais des plus traditionnels, Eton. « *Cinq ans dans un bain tiède de snobisme* », dira-t-il plus tard.

Plutôt que de rentrer à Cambridge, il abandonna ses études et s'engagea à 19 ans dans la police anglaise en Birmanie. Il ne tarda pas à découvrir les réalités du colonialisme anglais : « *La jambe d'un coolie indien est souvent plus mince que le bras d'un Anglais* ». « *Il n'est pas possible de faire partie d'un tel système sans comprendre qu'il s'agit d'une injustifiable tyrannie* ». En 1927, à sa première permission en métropole, il démissionna pour « *descendre parmi les opprimés, être l'un d'eux et de leur côté contre les tyrans* ».

Pendant cinq ans, il mena alors une vie de vagabond marginal, faisant tous les métiers et à la limite de la clochardisation. En 1933, il sortit son premier livre qui raconte ces expériences. Il adopta le pseudonyme de George Orwell. Petit à petit, il se forgea une réputation d'écrivain de gauche engagé. En 1936, il enquêta sur la situation des travailleurs anglais dans les régions industrielles du nord. « *Chaque ligne de travail sérieux que j'ai écrite depuis 1936 a été écrite, plus ou moins directement, contre le totalitarisme, et pour le socialisme démocratique tel que je le conçois* ».

En 1937, ayant rejoint les milices du POUM, il participa dans leur sein à la guerre civile espagnole. Il sera blessé sur le front. Pendant sa convalescence à Barcelone, il fut témoin de la répression stalinienne contre ses camarades du POUM et contre la CNT anarchiste. De retour à Londres, c'est après bien des difficultés auprès des éditeurs de gauche qui le boycottaient qu'il parvint à faire paraître en janvier 1938 son témoignage sur les événements espagnols (*Catalogne libre* *). Il commentait : « *La liberté consiste à dire aux gens ce qu'ils ne veulent pas entendre* ».

La même année, il adhéra à l'ILP, « Independant Labour Party » (Parti travailliste indépendant), une organisation ouvrière anglaise liée au POUM espagnol et au PSOP de Marceau Pivert et Daniel Guérin en France, et qui, comme elles, oscillait entre le réformisme et la révolution.

A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, il fut d'abord « pacifiste » avec son parti l'ILP. Puis lui qui avait écrit en 1936 : « *Les opinions du sentimentalisme se muent en leur contraire dès qu'elles sont mises à l'épreuve de la réalité. Grattez le pacifiste moyen et vous trouverez un patriotard à tout crin* », il se présenta en 1939... comme un patriote. Il

pensait que tout devait être fait pour que les Anglais se mobilisent contre Hitler, rêvant que cette mobilisation se transforme d'elle-même en révolution. Il essaya de s'engager mais sans succès, à cause de sa mauvaise santé, et se joignit au « homeguard », une sorte de milice de défense passive. Puis il participa aux activités du ministère de l'Information à la BBC entre 1942 et 1943, et collabora ensuite à *Tribune*, l'un des hebdomadaires du Parti Travailliste.

L'après-guerre sans révolution, l'explosion des premières bombes atomiques, l'évolution de la situation internationale entre 1945 et 1950, la mainmise de l'URSS sur les démocraties populaires feront l'objet de ses deux derniers livres : *La ferme des animaux* et *1984*. Très malade, Orwell est mort en janvier 1950.

Jacques FONTENOY

* Publié sous le titre *Hommage à la Catalogne* aux Editions Champ Libre. 80 F.

« La ferme des animaux »

***La ferme des animaux** est une fable politique. Les animaux d'une ferme, armés de la doctrine « animaliste », ont pris le pouvoir et ont expulsé celui qui les exploitait, le fermier, ce parasite. La ferme résiste aux assauts de fermiers voisins.*

A la tête de la révolte des animaux, deux cochons, Napoléon et Boule de Neige. Boule de Neige pense qu'il faut étendre le pouvoir des animaux à toutes les autres fermes, en utilisant les pigeons voyageurs pour porter la bonne parole. Il pense aussi qu'en mécanisant, l'on pourra réduire la peine des animaux. Napoléon finit par l'éliminer et petit à petit rognera sur les acquis de la révolution animalière jusqu'à finir par marcher sur deux pattes pour imiter le fermier d'antan.

Un livre très réussi de George Orwell, mais qui est susceptible d'une double lecture. On peut y voir une transposition de la dégénérescence de la révolution russe et de la lutte de Staline contre Trotsky, et de la conception du socialisme dans un seul pays contre la révolution permanente. Mais le livre peut également être interprété comme l'éternelle rengaine sur la révolution toujours incapable de triompher. Et si Orwell voulait plus vraisemblablement faire réfléchir sur l'expérience russe, le succès commercial de ce livre relève plutôt de la deuxième interprétation.

J.F.

La ferme des animaux ***de George Orwell. Ed. Champ Libre. 40 F.***

FILMS

Sélection
Dans les salles parisiennes

Films récents...

LE GRAND CARNAVAL.
d'Alexandre Arcady.

1942, les Américains débarquent en Algérie. Tableau d'une époque où les colons français sont tout puissants en Algérie et où les Algériens sont étrangers chez eux. Un film où l'on rit beaucoup, mais qui est aussi tragique.

Gaumont les Halles 1er. Berlitz 2e. Gaumont Richelieu 2e. Odéon 6e. Gaumont Ambassade 8e. Georges V 8e. Normandie 8e. Nation 12e. Fauvette 13e. Gaumont Sud 14e. Miramar 14e. Gaumont Convention 15e. 14 Juillet 15e. Mayfair 16e. Wepler 18e. Clichy Pathé 18e. Gambetta 20e.

ERENDIRA.
de Ruy Gerra.

Un conte de fées d'après un scénario de Gabriel Garcia Marquez : quelque part en Amérique latine, Erendira, prostituée et soumise par une grand-mère tyrannique, va, en rencontrant un ange blond, reprendre goût à la vie.

Forum Orient Express 1er (vo). Quintette 5e (vo). Biarritz 8e. Lumière 9e. Olympic Entrepôt 14e (vo). Sept Parnassiens 14e (vo).

AU NOM DE TOUS LES MIENS.
de Robert Enrico.

A travers la vie du Juif polonais Martin Gray, une évocation de la guerre, des camps de la mort et du soulèvement du ghetto de Varsovie de 1943, du point de vue d'un individualiste forcené qui a toujours tiré son épingle du jeu des drames qu'il a traversés.

Forum Arc en Ciel 1er. Normandie 8e. Paramount Opéra 9e. Paramount Montparnasse 14e.

UN FAUTEUIL POUR DEUX.
de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette docte question Landis répond par une joyeuse pantalonnade.

Gaumont Les Halles 1er (vo). Berlitz 2e. Gaumont Richelieu 2e. Saint-Michel 5e (vo). Gaumont Ambassade 8e (vo). Georges V 8e (vo). Lumière 9e. Montparnos 14e. Trois Parnassiens 14e (vo).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN.
de Peter Brook.

L'opéra de Bizet revu et corrigé par Peter Brook. En trois interprétations.

14 Juillet Parnasse 6e.

UN AMOUR EN ALLEMAGNE.
de Wajda.

Pendant la dernière guerre dans un petit village allemand, une femme aime un prisonnier polonais : un interdit qui coûte la vie dans l'Allemagne nazie.

Elysées Lincoln 8e (vo).

LA BALLADE DE NARAYAMA.
de Shohei Imamura.

Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure des paysans pauvres.

Quintette 5e (vo).

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Rio Opéra 2e (jusqu'au 31). Ciné Beaubourg Les Halles 3e. 14 Juillet Parnasse 6e.

ZELIG.
de et avec Woody Allen.

Les aventures de l'homme-caméléon ou les malheurs comiques de celui qui voulait trop bien s'adapter.

Opéra 2e. L'Epée de Bois 5e.

GANDHI.
de Richard Attenborough.

La vie et la carrière politique de celui qui passe pour l' « apôtre de la non-violence », et qui conduisit la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Intéressant malgré le ton apologétique.

Cluny Palace 5e (vo).

... et moins récents

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Une satire sur les méfaits de la propriété privée et d'une certaine civilisation, symbolisées par une bouteille de coca-cola qui tombe en plein désert du Kalahari chez les Bochimans.

Impérial 2e.

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.
de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.

Olympic Luxembourg 6e (vo).

LA TRAVIATA.
de Franco Zefirelli.

L'opéra de Verdi adapté de *La dame aux camélias.*

Bonaparte 6e (vo).

LES BAS-FONDS.
de Jean Renoir.

D'après la pièce de Gorki, avec Gabin et Jouvet.

Saint-André-des-Arts 6e.

« Tchao Pantin »

de Claude Berry

Le début est prometteur. Le nouveau Coluche arrive vite et bien, taciturne, et tragique comme on nous l'avait promis.

Pompiste de nuit dans un garage du quartier de Stalingrad, à Paris, il noie sa solitude et sa tristesse dans le rhum. Et les liens qui se tissent au fil des nuits entre lui et Bensoussan, un jeune paumé du quartier, écorché vif lui aussi, petit « dealer » qui vit du trafic de la drogue, donnent lieu à quelques scènes bien réussies.

Mais cela tourne court. Vite le film donne l'impression de se répéter. Le milieu des bars louches avec ses grands et ses petits trafiquants de toutes sortes est superficiellement esquissé et se réduit finalement à quelques scènes d'ambiance.

La mort de Bensoussan, victime d'un règlement de compte, transforme Coluche en justicier qui règle ses comptes avec les assassins de ce jeune et... avec son propre passé. Mais là tout devient pesant. Coluche a beau ne pas être bavard, on a l'impression qu'il n'en finit pas de raconter son histoire. Ses relations avec l'amie d'un jour de Bensoussan ne sonnent pas très juste. Il y a peu de place pour le suspense dans ses vengeances à répétition.

Alors les quelques bons moments et le jeu de Coluche — comme celui du jeune qui incarne Bensoussan —, ne sauvent pas vraiment un film qui décidément manque de souffle et d'envergure.

Henriette MAUTHEY

« La trace »

de Bernard Favre
scénario écrit avec la collaboration de Bertrand Tavernier

La Savoie est en passe de devenir française. Nous sommes en 1859-1860, et sur fond de guerre et d'unité italienne, on suit le parcours d'un colporteur qui, de village en village, vend sa pacotille et ses tissus aux paysannes bloquées par l'hiver. L'été, ce marchand saisonnier redevient un paysan qui arrache durement à son lopin et aux pâturages montagnards de quoi ne pas laisser mourir sa famille. C'est le prétexte à toute une initiation folklorique, où on sent parfois une nostalgie régionaliste et passéiste pas du tout convaincante. Certes, que la montagne est belle ! Mais que la vie y est pénible ! Il est vrai que quand on est pauvre, celle de la fabrique n'est certainement pas plus agréable ! Les rencontres, les notes d'humour, la poésie, la beauté des paysages de montagne, les descriptions de la vie quotidienne ne parviennent pourtant pas à faire passer la lenteur du film. Elle est longue, longue cette trace...

Anne GARBE

« Un bon petit diable »

de Jean-Claude Brialy

Inspiré d'une histoire de la comtesse de Ségur, le film, malgré son titre, n'est pas très endiablé !

Pourtant, à l'évidence, Jean-Claude Brialy a pris — c'est le cas de le dire — un malin plaisir à le réaliser.

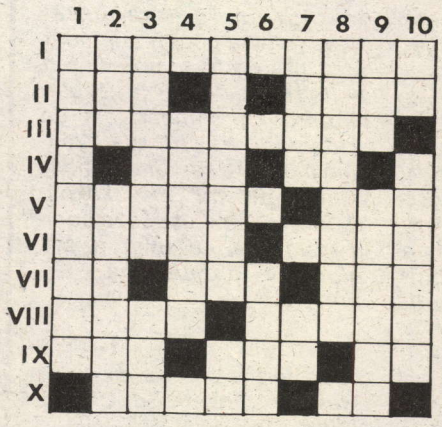
Et de montrer comment au XIXe siècle, on pouvait, à l'âge des culottes courtes et des grandes fessées, rendre folle de rage son affreuse tutrice ou encore enfermer dans leur propre cave les maîtres de son pensionnat.

Pour les parents que cela n'amuserait plus, Brialy a poussé la délicatesse jusqu'à glisser quelques belles images de pêcheurs et de lavandières sur fond de paysages de bord de mer. Et tout cela donne un petit film pour les fêtes...

Mais si l'enfant met bien le feu aux rideaux, l'histoire manque tout de même un peu de flamme. Et on se prend à penser jusqu'à la fin au Jedi avec son épée-laser. Mais rien à faire, il ne revient jamais !

F.F.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. (Avant de s'en servir) comme dirait Pierre Dac ! II. Antichambre de la Chambre. Prénom masculin. III. Important pour le boss. IV. Cadeau. Avec cela tout est permis. V. Se mange ou se flatte. Service obligatoire. VI. Coco. Dieu guerrier. VII. Thallium. Ville du Japon. Période. VIII. Parfois sous le vent. Obéré. IX. Arrivés. Possèdent. Suit la licence. X. Arrêt. Mœurs.

VERTICALEMENT. — 1. Indispensable au réveillon. 2. Sot. Démonstratif. 3. Sage de l'Inde. Auxiliaire. 4. Vingt en tout. 5. Possessif. Ennui. 6. Ne change rien. 7. Dans le Gard. Note. 8. Fleuve de Sibérie. 9. Incongruité. Piaules. 10. Préposition. Calmes.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	M	O	R	Q	U	E	U	R
II	E	T	I	R	E	■	T	A	R	E
III	M	A	L	A	I	S	■	U	N	I
IV	P	L	A	I	N	T	E	■	E	N
V	L	E	N	S	■	E	T	E	■	T
VI	U	R	■	O	■	A	■	P	R	E
VII	M	A	I	N	■	R	O	I	■	G
VIII	E	■	O	S	A	I	S	■	O	R
IX	E	U	T	■	I	N	E	R	T	E
X	S	T	A	B	L	E	S	■	E	R

FILMS

« *Le bal* » d'Ettore Scola

Ettore Scola a transposé au cinéma la pièce *Le Bal,* une création du Théâtre du Campagnol, jouée il y a deux ans.

Ceux qui ont vu la pièce ne seront pas dépaysés ; le film la rend très fidèlement, avec les mêmes acteurs, la même mise en scène. Quelques scènes seulement ont été transformées ou changées, ce qui est un peu dommage, car, par exemple, le bal du comité d'entreprise, qui était très drôle, a été remplacé par un bal sur mai 68 qui ne montre quasiment que les jeunes fumant du haschisch, ce qui est une vision quelque peu sommaire.

A travers toute une série de bals, divers événements sont évoqués : 1936, l'Occupation, la Libération, la guerre d'Algérie, mai 68, sans une parole, rien que par la musique, les costumes et surtout les expressions des comédiens.

Le film débute sur l'époque actuelle, avec une entrée en scène époustouflante des différentes comédiens : les femmes d'abord, celle-ci timide, l'autre descendant l'escalier sûre d'elle, chacune passant devant la caméra en gros plan comme si c'était un miroir, s'arrangeant les cheveux ou s'essuyant une dent... Viennent ensuite les hommes, en rang, un véritable défilé. Et puis les uns et les autres s'examinent... faisant leur choix... Le bal commence. Chaque bal est caractéristique de la période : farandoles d'allégresse en 1936 ; pendant l'Occupation, danse triste de deux femmes ; à la Libération, joie en tricolore, puis rock endiablé d'après-guerre ; pendant la guerre d'Algérie, ostracisme envers un Algérien avec qui aucune femme n'accepte de danser, lâcheté devant les racistes.

Par petites touches, grâce au talent des comédiens, toute l'atmosphère d'une époque est rendue et passe bien.

Un film qui, comme la pièce, est plein de vie, d'émotions et de rires. Et la caméra permet de voir de plus près cette extraordinaire performance des acteurs.

Laurence VINON

TELE

Samedi 31 décembre

17 h 50. A2. Les carnets de l'aventure : Le skieur de l'Everest, un documentaire sur l'expédition d'un Japonais qui voulut faire une descente à ski de 2 000 mètres, sur la pente sud de l'Everest.

20 h 40. TF1. La belle Hélène : l'opéra-bouffe d'Offenbach dans une mise en scène humoristique de Jérôme Savary.

0 h 05. A2. Mille milliards de dollars : film d'Henry Verneuil, avec Patrick Dewaere. Une histoire policière dans une multinationale.

FR3 émettra pendant toute la nuit du Nouvel An. Le programme est centré autour de trois films :

0 h 15. Quand les aigles attaquent : pendant la Deuxième Guerre mondiale, un commando allié opère dans les Alpes bavaroises. Avec Richard Burton et Clint Eastwood.

3 h 15. Au fond de mon cœur. Comédie musicale de Stanley Donen.

6 h. Les cent fusils. Un western dans le Mexique du début du siècle.

Dimanche 1er janvier

20 h 35. TF1. Le coup du parapluie. Film comique de Gérard Oury, avec Pierre Richard.

20 h 35. A2. Histoire d'un mec : Coluche. Montage de sketches et d'interviews de Coluche.

20 h 35. FR3. Faust, l'opéra de Gounod, joué paraît-il dans des décors particulièrement réussis.

22 h 10. A2. L'opéra sauvage : le Zimbabwe. Une émission de Frédéric Rossif sur les paysages, les hommes et les animaux de ce pays.

23 h 55. A2. Cinéma de minuit : Hommage à Tex Avery. Dix dessins animés d'un maître du genre.

Lundi 2 janvier

20 h 35. A2. L'heure de vérité : Laurent Fabius. La vérité sort-elle de la bouche des ministres ?

20 h 35. FR3. La scoumoune, un film policier de José Giovanni, avec Jean-Paul Belmondo et Claudia Cardinale.

Mardi 3 janvier

15 h 45. A2. Opéra sauvage : le Zimbabwe. Rediffusion.

20 h 35. TF1. Commissaire Nicole Bouton. Une parodie théâtrale des grands du « polar », avec Dominique Lavanant.

20 h 35. FR3. Le chat. Un film avec Gabin et Simone Signoret, d'après un roman de Simenon. Le drame d'un couple de septuagénaires.

20 h 40. A2. Dossiers de l'écran : spécial Yves Montand. Introduit par le film policier **Le choix des armes,** avec Yves Montand, Gérard Depardieu, Catherine Deneuve, Michel Galabru. Montand, seul, répondra aux questions des téléspectateurs.

Mercredi 4 janvier

20 h 35. TF1. Edition spéciale **Comment vivre avec la menace de la guerre nucléaire.** Les reportages et les interviews prévus devraient être intéressants malgré la présence de Glucksmann dont l'anticommunisme primaire fait toujours grincer des dents.

20 h 35. A2. Issue de secours. Téléfilm sur un kidnapping dans un aéroport.

20 h 35. FR3. Higelin au Casino de Paris.

Jeudi 5 janvier

20 h 35. FR3. Cinéma sans visa : Le jeu de la pomme. Une comédie de mœurs tchèque et une satire grinçante du monde médical.

21 h 40. A2. Résistances. Le magazine de Bernard Langlois présente, entre autres, un reportage sur la faim au Brésil et une interview d'un dirigeant clandestin de Solidarité.

Vendredi 6 janvier

20 h 35. FR3. Vendredi. Magazine d'information de A. Campana, consacré à la vie des Arméniens en URSS.

21 h 35. A2. Apostrophes. L'émission de Bernard Pivot est centrée sur le thème **Les intellectuels et la vérité.** Avec en particulier J.D. Bredin pour son livre sur l'affaire Dreyfus et Claude Roy.

23 h. A2. Ciné-club : Paradis perdu d'Abel Gance (1940). Un drame sentimental à la veille de la guerre de 1914.

LIVRE

« Marco Polo »

de Jacques Heers

Parallèlement au feuilleton d'A2 sur la vie de Marco Polo, de nombreux ouvrages paraissent actuellement consacrés au marchand vénitien.

Disons d'emblée que l'étude de Jacques Heers, universitaire et spécialiste du monde médiéval, se situe résolument sur le terrain de l'érudition. L'auteur exclut tout l'aspect merveilleux et exotique dont on parle si souvent à propos des voyages de Marco Polo. Ceux qui voudraient rêver à l'incroyable odyssée de Marco Polo, de son père Nicolo et de son oncle Matteo qui, partis de Venise, traversèrent la Palestine, la Perse, le Pamir, le désert de Gobi pour s'installer en Chine et devenir les ambassadeurs du grand Khan mongol, Kubilaï, seront un peu déçus.

L'intérêt de l'ouvrage n'est pas de nous éblouir sur ces vingt-cinq années de voyage (1270-1295) mais de les resituer dans leur contexte historique.

Heers montre avec précision quel rôle décisif la Venise du XIIIe siècle pouvait jouer dans le commerce entre l'Occident et l'Orient. Cette position de plaque tournante, Venise la détenait grâce à ses colonies marchandes installées à Constantinople. Ces positions seront consolidées par la chute de la capitale byzantine en 1204 après la défaite des Grecs face aux Croisés. Venise contrôlera alors la route maritime d'Orient vers le Bosphore et l'Europe. Cette position privilégiée poussera de nombreux marchands vénitiens à partir à l'aventure plus à l'est et à découvrir de nouveaux marchés orientaux. Et la famille des Polo fut une famille de marchands parmi d'autres à tenter l'aventure.

Par ailleurs Heers explique quelle attitude pouvait avoir l'Eglise catholique face à la conquête mongole. Au moment où Marco Polo quitte Venise, les Mongols contrôlent un immense empire qui s'étend des plaines de Russie à la mer de Chine. L'Eglise catholique essaiera de faire des Mongols ses alliés dans sa lutte contre les Sarrazins. Qui plus est, les Mongols se montrent assez tolérants dans les pays qu'ils contrôlent. L'Eglise peut espérer tirer parti de cette situation pour se lancer dans des grandes campagnes d'évangélisation. A cette fin la papauté enverra à plusieurs reprises des ambassades religieuses chargées de prendre contact avec le grand Khan. Là encore, les Polo formeront une ambassade parmi d'autres.

Le livre d'Heers est donc intéressant à plus d'un titre notamment pour le tableau qu'il brosse de cette Venise du XIIIe siècle. Cela dit certains chapitres comme celui consacré aux itinéraires possibles que les Polo auraient choisis pour atteindre la Chine, ou les longs développements discutant de savoir si les *Mémoires* de Polo, *Le Million,* ont été écrites à l'origine en latin, en toscan ou en français du Nord, constituent parfois des discussions de spécialiste qui ne sont pas toujours d'un intérêt vital pour celui qui veut simplement mieux connaître cette période historique.

Stéphane HENIN

Marco Polo *de Jacques Heers. Ed. Fayard. 370 pages. 89 F.*

TALBOT-POISSY

En lutte contre les licenciements

Face aux grévistes décidés qui occupaient toujours les ateliers, la direction de Peugeot-Talbot, cette semaine, a montré sa volonté de les déloger. Après la décision du tribunal de Versailles, mardi 27 décembre, ordonnant l'évacuation des locaux *« sous peine d'expulsion par la force publique »*, c'est d'abord l'huissier qui a été envoyé. Puis, jeudi 29, la direction a tenté de faire pénétrer 500 ouvriers d'entretien et agents de maîtrise convoqués par ses soins. Ils ont été bloqués par un piquet dont seule la CFDT a voulu prendre la responsabilité, la CGT se contentant de dénoncer la manœuvre patronale mais désavouant l'existence du piquet de grève.

La manœuvre de la direction a tourné court. Mais elle a annoncé qu'elle reconvoquait les mêmes pour le lendemain vendredi. La police n'était toujours pas intervenue jusque-là et, si son utilisation — gouvernement de gauche ou pas — reste toujours une éventualité, il est possible que dans un premier temps la direction de Peugeot-Talbot se contente d'essayer de faire jouer les 15 000 travailleurs qui conservent jusque-là leur emploi, contre les 1 905 licenciés. La rentrée du 2 janvier, après la semaine de fermeture, sera de ce point de vue décisive.

Mais la direction Peugeot ne se contente pas de manœuvrer sur ce seul terrain. Elle a annoncé qu'elle voulait vendre ses parts de Talbot à deux sociétés filiales, ce qu'elle a présenté comme un refus de Automobiles Peugeot d'assurer l'équilibre de Talbot *« lorsque celui-ci serait compromis d'une façon systématique et délibérée »*. Et, quelles que soient ses intentions réelles ou supposées, c'est un nouveau chantage exercé sur les travailleurs et sur les pouvoirs publics.

Quoi qu'il en soit, il reste qu'à Talbot des travailleurs n'ont pas baissé les bras et qu'ils montrent à tout le pays, alors que d'autres licenciements sont annoncés, qu'ils ont choisi entre la lutte et la résignation.

Les travailleurs de chez Talbot-Poissy lors d'un meeting. (AFP)

Entre les travailleurs et le gouvernement

Les mauvais choix de la CGT

A Talbot, la CGT paie le prix de son soutien à la politique du gouvernement.

On ne peut pas, comme elle l'a fait, présenter impunément la politique du gouvernement qui autorise 1 905 licenciements comme favorable aux travailleurs sous prétexte qu'elle accordait 1 000 licenciements de moins que la direction ne le demandait.

Et surtout on ne peut pas présenter impunément les mesures d'accompagnement comme intéressantes alors que ce ne sont même pas des mesures d'accompagnement, mais seulement des stages qui ne serviront à rien et 20.000 F à ceux qui voudraient acheter un camion.

On ne peut pas se faire le porte-parole du gouvernement de la bourgeoisie parmi les travailleurs et conserver son crédit au sein des travailleurs.

Et on l'a vu cette semaine chez Talbot dans ses réactions vis-à-vis des immigrés qui réclamaient 200.000 F pour le retour comme un dû. La CGT, qui a un pied dans le gouvernement et un autre dans la classe ouvrière, n'est même pas en situation d'exprimer ce que les travailleurs veulent ou ressentent. Elle est en situation de devoir se méfier de sa base et des travailleurs dans leur ensemble au point, comme chez Talbot, d'être incapable de les consulter sur ce qu'ils veulent et envisagent.

La CGT est trop occupée à demander des miettes au gouvernement et à être responsable devant lui — comme lui est trop occupé à être responsable devant la bourgeoisie — pour faire la démarche de consulter sa base pour savoir que demander.

Aujourd'hui, une partie des immigrés de Talbot ne se sentent pas représentés par la CGT, même quand ils sont syndiqués ou délégués. Ce n'est pas étonnant.

Oui, une partie des immigrés, pas tous, veulent rentrer au pays contre 20 millions d'anciens francs.

Ces 20 millions d'ailleurs seraient un minimum comparé à toutes les cotisations qu'ils ont versées et à ce qu'ont accumulé sur leur dos les patrons comme profits... Et leur position n'a rien d'étonnant.

D'abord parce que ces travailleurs se sont rendu compte que la CGT, comme la direction de la CFDT — malgré la position de la section de Poissy — a finalement accepté les licenciements. Et l'on comprend que ces travailleurs licenciés ne fassent pas confiance au gouvernement de gauche pour créer les conditions où ils pourraient retrouver du travail.

Ils savent que s'ils laissent faire, ils seront chômeurs, et d'ici un an, des chômeurs non indemnisés, sans ressources, qui pourront être expulsés sans frais.

En réalité, la revendication du retour est une revendication que la CGT aurait pu accepter de défendre, sans réticences, sans rompre l'unité des travailleurs dans la mesure où l'on ne contraint pas au départ ceux qui ne le choisissent pas. Mais la CGT n'en est plus à pouvoir écouter la base. Elle est trop coincée dans ses liens avec le gouvernement et elle tient trop à son image de marque de centrale respectable. La CFDT ou FO peuvent se permettre un peu de démagogie. Mais pour la CGT c'est trop risqué de commencer à écouter la base car, peu à peu on est obligé de la représenter. Et elle sait qu'écouter sa base peut la conduire à un conflit ouvert avec le gouvernement.

Et c'est pour cela que la CGT n'a pas exprimé d'emblée ce que veulent les travailleurs de Poissy, même si aujourd'hui elle dit ne pas être opposée à cette revendication de 20 millions.

Alors oui, peut-être que la CGT s'est refusée au début à entendre les travailleurs. Et peut-être aussi lui a-t-on fait entendre du côté du gouvernement que c'était trop demander car si tous les licenciés demandaient 20 millions, ce serait presque déjà le partage des profits, et le gouvernement n'est pas là pour ça.

En fait la CGT s'est peut-être sentie en situation de choisir entre les travailleurs et sa solidarité avec le gouvernement et ce n'est pas le bon choix qu'elle a fait.

200.000 francs : rien d'extravagant

Des délégués immigrés, en désaccord avec leur syndicat, ont évalué à 200.000 francs (20 millions anciens) la somme que doit leur payer Talbot pour leur licenciement. Ils ont fait le calcul qu'en ajoutant les 20.000 francs sur l'achat d'un véhicule, la prime payée à tout patron embauchant un licencié de Talbot, le coût d'un an de formation, d'un an d'allocation chômage et de diverses allocations (familiales et logement), on aboutissait à cette somme.

Cette somme n'a d'ailleurs rien d'extravagant. Rien que pour la fin de l'année, la presse a fait savoir que le gouvernement était prêt à accorder par l'intermédiaire du FIM (Fonds Industriel de Modernisation), la somme de 500 millions de francs à l'entreprise Peugeot soi-disant pour moderniser. Or si Peugeot dédommageait les 1 905 licenciés de Talbot en leur accordant 200.000 F à chacun, il devrait débourser 381 millions de francs, bien moins que le prêt avantageux dont il va bénéficier.

Oui les travailleurs licenciés de Talbot-Poissy sont en droit de réclamer une telle somme pour en faire ce qu'ils veulent. Pour retourner au pays s'ils le désirent ou pour rester. Comme bon leur semble, et ce ne serait que justice. Et encore.

Une somme de 200.000 F ne représente en fait qu'une faible partie de ce que leurs patrons leur ont volé en les exploitant depuis des années. Et un délégué a bien résumé ce que ressentent beaucoup des licenciés : *« Oui, c'est comme un tribunal, où le juge dit : c'est tant et c'est tout. Moi, je juge ma jeunesse et mes humiliations à 30 millions comme punition ».*

La production en otage

Officiellement, pour la direction de Peugeot-Talbot, l'usine de Poissy est fermée jusqu'au lundi 2 janvier. En fait, des travailleurs licenciés et d'autres sont dans l'usine. La direction, lundi 26 décembre, mettait comme préalable à sa participation à la réunion du lendemain à Versailles, sous la présidence du commissaire de la République, *« le libre accès au parc à voitures »*.

La CGT avait refusé une première demande identique. Mais le lundi 26 décembre elle s'est déclarée, avant même d'en avoir parlé aux travailleurs, prête à *« un geste de bonne volonté »*, c'est-à-dire à laisser sortir une centaine de voitures, *« sous son contrôle »*, ajoutait-elle.

Contrôle ou pas de la CGT, cela a soulevé un tollé général parmi les grévistes présents, qui d'ailleurs refusèrent un vote nominal proposé par Nora Tréhel, la dirigeante de la CGT. Il ne pouvait y avoir de désaveu plus net. A juste titre : s'il est encore un moyen de pression entre les mains des travailleurs de l'usine de Poissy, c'est bien celui de contrôler les stocks et d'empêcher les voitures produites de sortir. La CGT était prête à brader ce moyen de pression. Pas les travailleurs.

Cent voitures, c'est 500 millions d'anciens francs. Et il n'y a pas de raisons que l'argent que les ouvriers de Talbot détiennent en otage ne leur serve pas. La CGT, en voulant leur retirer toutes leurs armes, a bien montré que le camp qu'elle choisissait c'était celui du gouvernement, mais pas celui des travailleurs.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995.